www.lepicentre.online I L'EDICENT



L'actualité économique et sociétale du Val de Loire 🗖 Gratuit





■ Exia Immobilier d'Entreprises : réhabiliter pour redynamiser



■ Accompagner les commerçants
■ Le Cosmetic Park® Orléans locaux





■ Méthanisation en Centre-Val de Loire: nouvel appel à projets



édito

Voici donc le dernier numéro de l'année 2020, une année très particulière qui a bousculé nos habitudes, nos modes de vie, nos méthodes de travail et pas mal de nos certitudes...

Avec pourtant toujours la même envie au sein de la rédaction de L'Épicentre, celle de se concentrer sur le positif, les quelques bonnes nouvelles qu'on tente d'attraper au vol, comme cette start-up d'Azay-sur-Cher (37) qui accélère sa croissance dans le numérique ou ce parc solaire qui voit le jour à Mézières-en-Brenne (45) grâce à une mobilisation et à un financement participatif local!

Si les fêtes de fin d'année doivent être plus « raisonnables » qu'à l'habitude (dixit le chef de l'État), les commerces de proximité peuvent enfin rouvrir et les déplacements interrégions seront autorisés pour permettre de passer Noël en famille.

L'occasion de s'intéresser à l'offre de transports sur notre territoire. La loi NOTRe a donné aux collectivités le soin d'organiser les mobilités. Avec, pour toutes, la même équation à résoudre : garantir l'intermodalité, affiner et personnaliser l'offre de transports pour l'adapter aux besoins de chaque territoire tout en protégeant la planète.

Vaste débat qui fait l'objet de notre dossier spécial du mois « Mobilités, le casse-tête du siècle ».

Il nous reste à vous souhaiter, autant que possible, une douce fin d'année, des moments joyeux et de vous donner rendezvous en 2021, pour une nouvelle année qu'on espère un peu moins ... « chahutée »!

Mensuel gratuit

Décembre 2020

Bonne lecture,

La rédaction

FORMATION

🗴 L'ISC Paris Campus Orléans en forme olympique

L'école supérieure de commerce ISC Paris Campus Orléans a choisi de soutenir trois sportifs de haut niveau pour montrer en exemple les valeurs du sport à ses étudiants.

PORTRAIT D'ENTREPRISE

10 AMC Industrie : la logistique personnalisée en plus

Spécialisée dans la découpe de mousse, AMC Industrie lance une activité de logistique avec possibilité de personnalisation des objets par gravure laser, impression numérique ou broderie.

MOBILISATION

21 « Localdabord » : le portail bouée de sauvetage du commerce régional

Volant au secours des commerçants, artisans et restaurateurs, le Conseil régional a ouvert un portail numérique de promotion du commerce local et des circuits courts.

LE DOSSIER DU MOIS

2 Mobilités, le casse-tête du siècle

Qu'on se le dise, notre système de transports est une exception française qui nous offre un réseau de très bonne qualité. Alors qui choisit, et en fonction de quels critères?

CULTURE / LOISIRS

L'actualité culturelle de votre département



Groupama Up/Espace entreprises, 2 avenue de Châteaudun C\$1319 - 41013 Blois Cédex • 02 54 74 30 39

- Président François Delaisse
- Directrice de la publication **Delphine Sergheraert** direction@lepicentre.online
- Relations extérieures Philippe Duisit
- Contacts commerciaux Denis Labrune 06 86 70 03 85 denis.labrune@lepicentre.online
- Impression Imprimerie Baugé, Descartes
- Graphisme DCO'M Sabine Virault 06 83 05 56 51

 Rédacteurs Chloé Cartier-Santino, Jean-Claude Derré, Estelle Cuiry. Stéphane De Laage, Bruno Goupille, Juliette Lécureuil, Fernand Piaroux, Laëtitia Piquet **Ambre Blanes**





06 33 22 43 19

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S. Au capital de 10 000 euros - Siret 53804876000028 - Dépôt légal à parution - ISSN 2110-7831 Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

Exia Immobilier d'Entreprises : réhabiliter pour redynamiser

Participer au développement de Parcs d'activités de grande qualité, afin d'offrir un cadre de travail optimal aux entreprises et à leurs collaborateurs et de jouer un rôle majeur dans le développement économique du territoire, c'est la vocation d'Exia Immobilier d'Entreprises ! Plusieurs programmes d'envergure, mis en œuvre par cet acteur majeur de l'Immobilier d'Entreprises, sont en cours sur Orléans Métropole.

lcare

Sur la ZAC des Portes du Loiret, Exia développe un immeuble de bureaux de haut standing sur un terrain de près de 11 000 m². Un édifice hors du commun, comme on n'en a jamais vu dans le secteur, véritable marqueur de l'entrée de ville. Pour cela, Exia s'est inspiré de l'historique du site (un ancien aérodrome de l'armée américaine) pour créer un bâtiment dont la toiture aura une forme de deltaplane. Une architecture unique pour cet édifice de 25 mètres de haut, parfaitement intégré à son environnement, qui fera la part belle à l'aménagement paysager. 6 000 m² de bureaux « aui offriront une visibilité exceptionnelle aux entreprises qui s'y implanteront et un formidable cadre de travail à leurs salariés! » commente Michel Jalicon, Président d'EXIA Entreprises.

Eldorauto

Exia est propriétaire d'un grand terrain de 26 000 m², sur la commune de Fleury-les-Aubrais. « Nous le travaillons en continuité avec le quartier d'affaires Interives, explique Florence Baron chargée d'affaires. Nous allons réhabiliter l'existant pour créer une zone très qualitative : les extérieurs seront réaménagés en vue



de la création d'un nouveau pôle dynamique en lieu et place de cette ancienne friche commerciale et qui sera doté d'une architecture futuriste mêlant le bois, le verre et l'acier, »

Arena

Exia travaille sur la réhabilitation des 9 000 m² de foncier de l'ancien centre de foot indoor Arena. « Le site, qui propose 4 300 m² de bâti (1 500 m² de bureaux et 2 800 m² d'activités), sera complètement requalifié, commente Fabrice Berault Directeur de l'immobilier. L'extérieur sera repensé dans un envi-

ronnement totalement paysagé. Nous ambitionnons de redonner sa splendeur à ce bâtiment. Ce sera un projet d'une grande qualité, dans la continuité du projet métropolitain CO'Met.»

Exia Immobilier d'Entreprises est une des branches d'activité du groupe Exia, véritable groupe spécialisé en immobilier depuis plusieurs générations. « Nous nous inscrivons dans la redynamisation économique de sites existants afin de les réinscrire pleinement au sein du territoire. »

Exia Immobilier d'Entreprises s'adresse à tous les secteurs d'activité (production, logistique, commerce, tertiaire) et peut répondre aux besoins de jeunes start-upeurs à la recherche d'un bureau de 15 m² jusqu'à ceux d'un entrepreneur en quête d'un local d'activité de plusieurs milliers de m²!





EN BREE



Une nouvelle marketplace régionale pour les métiers d'art

Pour Gérard Bobier, président de la Chambre de métiers et de l'artisanat (CRMA) du Centre-Val de Loire, le constat est simple : si elles veulent survivre à la crise sanitaire, les entreprises artisanales du territoire n'ont pas d'autre choix que de se digitaliser. « Nombreux sont les artisans qui réalisent une grosse partie de leur chiffre d'affaires à l'approche des fêtes, certains jusqu'à 60 % », justifie l'entrepreneur du bâtiment, ajoutant que pour ceux aujourd'hui frappés de fermeture administrative depuis le début du deuxième confinement, la pente va être difficile à remonter. Si le réseau des CMA pro-

MÉTIERS D'ART () CENTRE

L'É-CHOPPE DES ARTISANS D'ART DU CENTRE VAL-DE-LOIRE

posait déjà de l'accompagnement à la transition numérique avant l'épidémie – à travers, entre autres, la mise en place d'ateliers et de formations à destination des chefs d'entreprise –les circonstances l'ont conduit à accélérer le mouvement.

« En région Centre, nous avons lancé deux marketplace : l'une dédiée aux artisans d'art, l'autre aux commerces alimentaires et aux services », explique celui qui voit dans cette initiative une manière de « permettre à ses ressortissants

de conserver leur outil de travail, et atténuer leur perte de chiffre d'affaires ». Si la première, « Métiers d'Art O Centre », est déjà en ligne et référence de nombreuses œuvres et créations, la seconde devrait être dévoilée au public d'ici peu, et permettre aux commerçants de bouche de vendre leurs produits à distance, ou encore à ceux qui proposent d'ordinaire un service – les coiffeurs par exemple – de commercialiser des produits liés à leur activité – en l'occurence, des soins capillaires.

www.metiersdartocentre.fr

Pôle emploi renforce l'accompagnement des jeunes demandeurs d'emploi

En France métropolitaine, à fin septembre 2020, les jeunes représentent 17 % des demandeurs d'emploi, soit 970 000 jeunes de moins de 26 ans en catégorie ABC, dont 634 000 inscrits en catégorie A (18 % de cette catégorie). Avec la crise sanitaire, qui a fortement ralenti les recrutements entre avril et juin, le chômage des moins de 26 ans a augmenté. Si I'on comptait 574 000 demandeurs d'emploi de moins de 26 ans inscrits en catégorie A en septembre 2019, on en dénombrait 634 000 en septembre 2020, soit une augmentation de 60 000 demandeurs d'emploi (+ 10 %).

Pour faire face à cela, Pôle emploi donne une nouvelle ampleur à ses actions afin de « ne laisser aucun jeune demandeur d'emploi sans solution », ambition du plan #1jeune1solution annoncé par le Gouvernement le 23 juillet dernier. Ce plan appelle plusieurs nouveautés dans l'action de Pôle emploi, dont les principales sont :

• le renforcement de l'Accompagnement Intensif des Jeunes (AIJ) avec 135 000 jeunes suivis en 2020 et 240 000 jeunes en 2021, un dispositif qui a déjà démontré son effica-



cité puisqu'il augmente de 28 % le taux de retour à l'emploi des jeunes au bout de 8 mois.

- la préparation de 100 000 nouvelles formations qualifiantes ou pré-qualifiantes proposées en 2021 aux jeunes sans qualification ou en échec dans l'enseignement
- la mise en place chaque mois

d'un événement #TousMobilisés dédié aux jeunes dans chacune des 900 agences à travers toute la France. Pour accompagner les jeunes demandeurs d'emploi, Pôle emploi a développé depuis plusieurs années maintenant un ensemble de solutions adaptées à leurs besoins et à leur niveau d'au-

tonomie: AIJ, contrats aidés, suivi individuel ou ateliers collectifs pour améliorer sa recherche d'emploi et ses savoir-être professionnels, formations, services en ligne, etc.

Pour en savoir plus : pole-emploi. org/regions/centre-val-de-loire/

COMMERCE



Le Département et la CCI du Loiret s'associent pour accompagner les commerçants locaux

Pendant le reconfinement et pour pallier aux fermetures administratives, le Département du Loiret et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Loiret se sont unis afin d'encourager les commerçants loirétains à la création d'une vitrine numérique leur permettant de poursuivre leur activité.

En soutien aux commerçants, le Conseil Départemental a décidé de renforcer le dispositif « SOS Numérique » de la CCI, en mettant à disposition deux « médiateurs du numérique » à temps plein.

Ce sont des formateurs qui ont pour mission d'accompagner les commerçants pour leur permettre d'augmenter leur visibilité sur internet et de proposer la vente en ligne de leurs produits et services. La présence de ces formateurs s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique départementale d'inclusion numérique.

Ce service est destiné aux commerçants et artisans ayant leur siège social et leur activité commerciale dans le Loiret, et qui ont dû fermer en raison de la situation sanitaire (librairies, jouets, habillement, chaussure, bijouterie, restauration). En tout, cela représente plus de 1300 commerçants et artisans sur le territoire.

Le dispositif permet, après une prise



Nathalie, fleuriste à Châteauneuf-sur-Loire

de contact directe des médiateurs auprès des commerçants, de créer, a minima, une page Facebook et un compte Google Business et de former le commerçant à la bonne utilisation de ces outils. Pour exemple, Nathalie, fleuriste à Châteauneuf-sur-Loire, propose à ses clients la prise de commande par les réseaux sociaux. « Je propose la livraison et le drive. On ne compte pas nos heures mais ça va m'aider à passer le cap. J'ai déjà réalisé mes vitrines de Noël. Un clin d'œil pour dire à mes clients et à ceux qui ne le sont pas encore qu'ils peuvent passer leurs commandes!»

CCI Loiret

1 Place Rivierre-Casalis 45400 Fleury-les-Aubrais Adresse GPS : 43 rue Danton Tél. 02 38 777 777

Département du Loiret

Department du Loilei 45945 Orléans Centre de contacts : 02 38 25 45 45 www.loiret.fr



À propos du dispositif « SOS Numérique » de la CCI

En substitution à la phase de sensibilisation de France Relance Commerce et en réaction immédiate au second confinement, le réseau des CCI a déployé depuis le 9 novembre le dispositif « SOS Numérique » qui consiste à accélérer la numérisation des commerçants par une campagne d'appels sortants sur le mois de novembre. Cette opération vise à contacter les commerces qui subissent une fermeture administrative; l'échange téléphonique direct permet d'identifier si le commerçant possède ou non une solution numérique pour lui garantir une visibilité auprès du consommateur et lui donner la possibilité et l'opportunité d'une vente à distance.



Inclusion Numérique

Le Département du Loiret a lancé une nouvelle politique en faveur de l'inclusion numérique des Loirétains afin de les soutenir et les aider à devenir plus autonomes dans leurs usages, complétant les actions qu'il a déjà engagées. Dans le cadre de la Délégation de Service Public (DSP) de généralisation de la fibre à l'abonnée conclue avec SFR FTTH en mars 2020, le Département du Loiret va bénéficier d'un budget de 375 000 € par an pendant 3 ans, puis de 200 000 € par an jusqu'au terme de la DSP en 2044. Au total, ce sont 6 M€ qui vont être consacrés à l'inclusion numérique au cours des 25 années à venir.





FORMATION



L'ISC Paris Campus Orléans en forme olympique

L'école supérieure de commerce ISC Paris Campus Orléans a choisi de soutenir trois sportifs de haut niveau pour montrer en exemple les valeurs du sport à ses étudiants.

« Tout est possible à celui qui rêve, ose, travaille et n'abandonne jamais ». Le directeur de l'ISC Paris Campus Orléans, Pierre Barreaud, a fait sienne cette citation du cinéaste Xavier Dolan en s'adressant aux étudiants lors de la signature d'un partenariat original début novembre à Orléans. Il aurait tout aussi bien pu reprendre la devise des Jeux olympiques « Citius, Altius, Fortius » (plus vite, plus haut, plus fort), puisque ce partenariat concernait trois sportifs de ce niveau.

Un an après l'ouverture de son campus d'Orléans, l'école supérieure de commerce a choisi de faire sienne les valeurs du sport de haut niveau en se rapprochant de l'Olympe. Il s'agit d'une initiative locale prise par Pierre Barreaud en concertation avec le bureau des sports de l'école. « Lorsque nous avons recherché des sportifs de haut niveau ayant une relation avec Orléans, vos noms sont sortis naturellement, car vos attaches avec la ville sont évidentes », a précisé le directeur du campus orléanais.

Sentiment d'appartenance à Orléans

Les trois sportifs sélectionnés sont l'escrimeuse Cécilia Berder, et les judokas Nell Ariano et Walide Khyar. Ils sont « nés sportivement » à Orléans où ils ont débuté leur parcours sportif avant de rejoindre l'INSEP pour se perfectionner et disputer des compétitions internationales.

Cécilia Berder a fait partie pendant 15 ans de la section escrime de l'USO. « Je suis très attachée à mon club d'origine. Il m'a donné mon Bac et j'ai un très fort sentiment d'appartenance à Orléans». Elle fait partie de l'équipe de France depuis 2008 et détient un titre de championne du monde par équipe.

Walide Khyar, se souvient avec bonheur des années qu'il a passées à l'USO Judo où il a remporté de belles victoires. Multi-médaillé, il a participé aux JO de Rio et prépare ceux de Tokyo.

Nell Ariano, lui, est né à Orléans et a été élève au collège Jeanne d'Arc, dans la même rue que celle de l'ISC. Il a suivi la section sport-études au lycée Pothier et s'entraîne à l'IN-SEP depuis l'âge de 19 ans. Titulaire



L'escrimeuse Cécilia Berder, et les judokas Walide Khyar et Nell Ariano (de gauche à droite) ont signé la convention de partenariat avec Pierre Barreaud, directeur de l'ISC Campus Orléans.

Pour gérer le stress avant une compétition, j'utilise les techniques de méditation et de relaxation, et je visualise l'action que je vais mettre en œuvre

de plusieurs titres de champion de France, il ne pourra pas participer aux JO de Tokyo pour cause de blessure, mais voudrait absolument être sur le tatami parisien en 2024.

Gestion du stress et préparation mentale

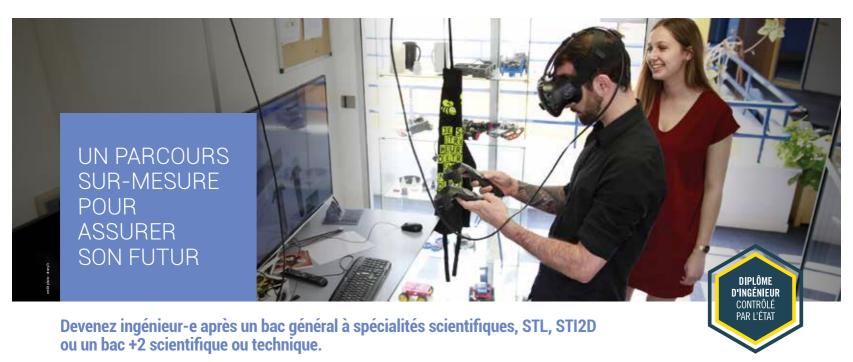
La convention de partenariat signée avec l'ISC consiste en un échange réciproque. L'école de commerce aide financièrement les trois sportifs qui, en contrepartie, s'engagent à intervenir régulièrement à certains moments des cursus de formation pour livrer leur témoignage sur leur actualité sportive et la façon dont ils se préparent et affrontent les compétitions.

Et les étudiants ne manquent pas de curiosité vis-à-vis du sport de haut niveau à en juger par le nombre de questions posées lors de la signature officielle du partenariat.

« Comment vous préparez-vous à une compétition ? » , « comment gérez-vous le stress ? » , « comment ne pas abandonner ? » , « quels sont vos objectifs de carrière sportive ? ». Le parallèle avec la compétition dans le monde des études et du travail est évident.

À la question de savoir comment ils gèrent le stress avant une compétition, l'escrimeuse Cécilia Berder répond qu'il représente pour elle « une drogue » dont elle a besoin. « J'utilise les techniques de méditation et de relaxation, explique-telle. J'essaie d'anticiper en visualisant l'action que je vais mettre en œuvre ». Walide Khyar, pour sa part, évoque un préparateur mental qui lui a appris à respirer avec le ventre et à « débrancher le cerveau avant d'aller à la bagarre ». Enfin, Nell Ariano trouve une puissante stimulation dans le soutien inconditionnel et la fierté de sa famille. Les étudiants de l'ISC Campus d'Orléans ont bu leurs paroles.

B.G



Un choix parmi:

4 spécialités : Généraliste, BTP, Informatique et Systèmes embarqués 32 options, 25 campus et 2 statuts apprenti ou étudiant





CAMPUS CESI ORLÉANS

1 allée du Titane - 45100 Orléans Arthur Foulon - afoulon@cesi.fr

ecole-ingenieurs.cesi.fr 🕩 🛩 in 🖸 🗉







Établissement d'enseignement supérieur technique privé

2050 💙



LES MÉTIERS ÉVOLUENT, C'EST LE MOMENT DE SE FORMER. 600

VOUS ÊTES À LA RECHERCHE D'UN EMPLOI et

- · vous avez un projet de formation,
- · vous souhaitez changer de métier,
- · vous visez un poste qui nécessite d'acquérir de nouvelles compétences ?

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE CONSEILLER



MAIS AUSSI SUR LE SITE orientation.centre-valdeloire.fr **OU SUR ÉTOILE INFO**

0 800 222 100 Service & appel gratuits







O INVESTIR DANS VOS COMPÉTENCES



VIE DES ENTREPRISES



Des acteurs majeurs de la cosmétique investissent le Cosmetic Park® Orléans

Après avoir récemment annoncé l'arrivée du groupe L'Oréal sur le Cosmetic Park® Orléans, la société foncière immobilière Arefim réitère et officialise la signature du transporteur français Deret.

Après Dior en 2019, et L'Oréal en septembre, c'est le logisticien français Deret qui va prochainement rejoindre le parc d'activités orléanais dédié à l'activité logistique de l'industrie cosmétique. Créé en 1947, le groupe Deret (210 véhicules - 30 implantations en France et en Asie) fait en effet actuellement construire un bâtiment de 28 000 m² extensible à 62 000 m² (dont 1 262 m² de bureaux) qu'il louera à Arefim. Ce projet d'envergure dont la construction a débuté en octobre 2020 répondra aux normes de stockage de produits cosmétiques.

Du côté de L'Oréal, on a opté pour un bâtiment classé ICPE* de 35 000 m² (dont 2 314 m² de bureaux). Le bâtiment certifié BREEAM** Excellent dont la construction a débuté en octobre 2020 et devrait se terminer fin 2021, répondra aux objectifs environnementaux et en faveur de la biodiversité du programme mondial « L'Oréal pour le futur » lancé en juin par le groupe L'Oréal.

Les cahiers des charges de chacun des deux bâtiments sont conçus pour répondre à des objectifs bien précis.

Cosmetic Park® Orléans by Arefim: 78 hectares dédiés à l'industrie cosmétique

Cosmetic Park® Orléans est un parc thématique de 78 hectares (dont 17 de bois classés), dédié à la logistique de l'industrie cosmétique. Idéalement implanté (à une heure de Paris et à proximité des grands axes de circulation), cet éco-parc répond aux trois engagements représentatifs d'Arefim: architecture; fonctionnalité et environnement. Outre sa localisation adéquate et les performances énergétiques de ses bâtiments, Cosmetic Park® offre un cadre de travail agréable et adapté. De nombreuses infrastructures ont été installées pour offrir un confort maximum aux salariés du site : crèche ; hôtel ; restaurant ; parcours sportifs et de balade ; terrain de tennis... « Notre particularité est de réaliser des parcs thématiques qui racontent une histoire industrielle correspondant à celle du territoire, expose Valéry Fenès, gérant d'Arefim. Pour Orléans, il était évident pour nous de choisir la cosmétique. Le nom des bâtiments et celui des rues seront liés. Nous souhaitons créer une zone qui offre de l'agrément aux salariés comme aux riverains, aménager un parc dans lequel nous aurions aimé travailler. Notre concept : le bien-être au travail! Notre ambition est d'attirer des locataires premium.»



Créer des parcs d'activité dans lesquels nous aurions aimé travailler!

Cosmetic Park® constitue une première en France: rassembler la logistique de plusieurs grandes marques de cosmétique pour optimiser leurs coûts de transport et mutualiser les services dans un cadre de travail attrayant. Parfums Christian Dior, L'Oréal et le transporteur Deret, pour le compte de Shiseido, en sont les premiers locataires.

Le Cosmetic Park® Orléans est pour le moment complet. Il pourrait être étendu.

- * Installations classées pour la protection de l'environnement
- ** Le BREEAM (Building Research Establishment Environmental Assessment Method ou méthode d'évaluation de la performance environnementale des bâtiments) est le standard de certification bâtiment le plus répandu à travers le monde.



E.C

VIE DES ENTREPRISES



Roche-Bobois Orléans fait peau neuve

60 ans, ça se fête! Alors que la marque de mobilier haut de gamme célèbre cette année ses 60 ans, le magasin Roche-Bobois de la métropole orléanaise, situé à Fleury-les-Aubrais, s'agrandit.

Le magasin de meubles design Roche Bobois, situé avenue André-Dessaux à Fleury-les-Aubrais, fait peau neuve. L'entreprise familiale, devenue Roche-Bobois en 1993, s'agrandit. L'objectif ? « Proposer plus de produits et les présenter de manière plus épurée », annonce Nicolas Vrain, le propriétaire. Un terrain, appartenant aujourd'hui à Orléans Métropole, va, après acquisition, permettre de réaliser une extension du bâtiment existant. Le magasin va gagner plus de 500 m² : la surface d'exposition atteindra, après travaux, près de 1400 m².

Un renouveau qui ne devrait pas passer inaperçu: la longueur de la vitrine, donnant sur l'avenue André-Dessaux, artère majeure du futur quartier Interives, passera de 27 à 49 mètres. La nouvelle architecture laissera abondamment entrer la lumière et sa façade sombre devrait



se repérer de loin! Un projet qui devrait « inscrire l'enseigne dans la durée sur le territoire», anticipe Nicolas Vrain. Les travaux, dont le montant s'élèvera à un million d'euros, débuteront début 2021. Le nouveau magasin devrait être inauguré à l'été 2021.

L'ADN DE NOTRE RÉSEAU : L'ACCOMPAGNEMENT HUMAIN ET FINANCIER DES CREATEURS, REPRENEURS ET ENTREPRENEURS EN CROISSANCE



« Pour créer des emplois, créons des employeurs »

Fondateur, André Mulliez

Qui sommes-nous?

Un réseau de chefs d'entreprise bénévoles, en activité, implantés dans les départements du Cher, de l'Eure et Loir et du Loiret.

Notre offre:

- Un accompagnement de pair à pair durant 2 à 3 ans
- Un soutien financier via un prêt d'honneur de 15 000 à 50 000 €, à taux 0

Notre objectif:

- Rompre l'isolement de l'entrepreneur
- Partager notre expérience
- Soutenir la création d'emplois

Nos critères :

- Avoir 15 000 € d'apport minimum
- Créer et/ou sauvegarder 5 emplois
- Etre majoritaire en fonds propres
- Avoir besoin d'un accompagnement





02.38.68.56.92



loir-et-berry@reseau-entreprendre.org



73 Boulevard Alexandre Martin 45000 Orléans

L'ACTU DU DÉPARTEMENT



PORTRAIT D'ENTREPRISE



AMC Industrie : la logistique personnalisée en plus

Spécialisée dans la découpe de mousse, AMC Industrie lance une activité de logistique avec possibilité de personnalisation des objets par gravure laser, impression numérique ou broderie.

Implantée depuis 8 ans à Ferrièresen-Gâtinais, AMC Industrie n'en finit pas de grandir et de s'agrandir. Pour la troisième fois, l'entreprise de découpe de mousse pour l'emballage et l'ameublement va pousser les murs de ses locaux. En 2017, l'accroissement de l'activité avait nécessité une extension de 2 800 m² du bâtiment originel de 6 000 m² acheté en 2012. Deux ans plus tard, l'acquisition de l'entreprise orléanaise GD Laser, spécialisée dans la gravure et le marauage au laser, s'était traduite par la construction d'un local supplémentaire de 1 000 m². Cette année, une nouvelle extension de 1 000 m² est programmée afin d'intégrer deux nouvelles activités : la fabrication de « flight cases » et la logistique personnali-

Fabrication de flight cases

Les « flight cases » sont ces caisses sur roulettes, garnies de mousse et utilisées en particulier dans l'univers du spectacle et du cinéma. « Nous venons de racheter le fonds de commerce d'un fabricant auvergnat de flight cases, annonce Nicolas André, le directeur général d'AMC Industrie. Nous avons besoin d'un nouvel espace pour cette fabrication très complémentaire dont nous reprenons la fabrication. Cela nous permettra aussi d'agrandir notre espace de stockage pour l'activité de logistique que nous complétons avec de la personnalisation en gravure laser, impression numérique, et même broderie ».

Machines laser de haute technologie

En rachetant l'année dernière GD Laser, AMC Industrie s'est équipé d'un parc de machines laser de haute technologie. Ces équipements font appel à vinat sources différentes et sont capables d'ajuster à l'infini les longueurs d'onde selon la matière du support ou selon l'aspect souhaité. GD Laser s'est fait une spécialité de la gravure pour la cosmétique et la parfumerie. « Nous mettons ce savoir-faire à la disposition de notre activité de logistique en ajoutant la possibilité de personnalisation pour le client final », précise Nicolas André. Par exemple, il est possible d'ajouter un message



Directeur général d'AMC Industrie, Nicolas André, montre un pot de produit cosmétique (en médaillon) et un tube de rouge à lèvres personnalisé par gravure laser.

la découpe de la mousse synthétique que ce soit pour les coffrets de présentation ou de protection, les emballages, mais aussi l'ameublement. « Nous avons beaucoup investi dans des machines de haute technologie qui peuvent réaliser toutes les techniques de découpe, que ce soit par fraisage, empreinte, scie ou jet d'eau », précise Nicolas André.

L'effectif d'une quinzaine de personnes lors de l'installation à Ferrières a grimpé régulièrement pour atteindre aujourd'hui 70 salariés. Le chiffre d'affaires a suivi le même chemin en passant de 3 M€ à 12 M€ cette année.

Nicolas André ne s'est pas fixé de plan de développement pour les prochaines années. « Quand on travaille correctement avec de bonnes équipes, la croissance se fait naturellement », estime-t-il.

B.G

Quand on travaille correctement avec de bonnes équipes, la croissance se fait naturellement

Nicolas André, directeur général

personnalisé sur l'étui d'un tube de rouge à lèvres ou le flacon d'un parfum. « Grâce aux autres machines dont nous disposons, le client peut aussi choisir de faire imprimer une photo sur une batterie de secours pour téléphone, ou encore de faire broder le nom de son chien sur une laisse ».

Dynamique de développement

AMC propose ce service aux clients de son activité de logistique et plus largement à des entreprises spécialisées dans le marquage personnalisé. Elle met au point actuellement, en interne, un logiciel de gestion logistique paramétrable par ses clients pour un suivi et un contrôle de toutes les étapes.

À 38 ans, Nicolas André impulse une forte dynamique de développement à l'entreprise fondée par son grand-père 1983 à Viry-Châtillon (Essonne). Il fabriquait alors des caisses en bois pour le transport de pièces aéronautiques. Après un premier déménagement près de Melun, AMC Industrie a choisi de s'implanter à l'Est du Loiret. L'entreprise s'est spécialisée dans





VIF DES ENTREPRISES



L'agroalimentaire du Loiret se porte bien, merci!

Alors que la France vit au rythme de l'incertitude économique, les entreprises ne baissent pas les bras et certaines poursuivent même leurs investissements d'avenir. C'est le cas du groupe LSDH, dont le patron Emmanuel Vasseneix, reste aussi actif pour la filière agroalimentaire.

L'homme est sur tous les fronts et ne lâche rien. Emmanuel Vasseneix, dirigeant de la Laiterie de Saint-Denis de l'Hôtel, et président de l'Open Agrifood, reste attentif pour que la filière continue de vivre et de se réinventer. S'agissant de la laiterie et de sa filiale « Les Crudettes », il se construit pour elles un nouveau bâtiment logistique de 17 000 m² à Châteauneuf-sur-Loire. Projet de grande envergure puisque le bâtiment permettra le stockage des produits, audessus de la section de préparation. Par ailleurs, le process bénéficiera d'une automatisation importante avec des convoyeurs qui se chargeront du transit et du filmage des palettes. « C'est un bel exemple de collaboration entre des entreprises du Loiret, commente Emmanuel Vasseneix. LSDH et les Crudettes, bien sûr, le constructeur IDEC Agro & Factory, mais aussi Alstef, dont les machines de convoyage seront installées en avril prochain pour être opérationnelles en fin d'année ».

Outre les objectifs économiques qui ont rapproché les deux entreprises en 2014, ce sont les valeurs de développement responsable qui les ont attirées. Pour s'en convaincre, il suffit de suivre le discours d'Emmanuel Vasseneix, toujours à la recherche des produits écodurables et du management équitable. «Quand les Crudettes concoivent et fabriquent des salades-repas, elles se distinguent de leurs concurrents par leur Nutriscore A ou B », explique-t-il. Préférer dans les recettes, le quinoa aux féculents, n'est donc pas anodin!

Open Agrifood, lieu d'échange et d'intelligence collective

C'est un peu le « Davos de l'alimentaire », dont Emmanuel Vasseneix est aussi le président. Ce séminaire international, qui se tient depuis six ans à Orléans, mène une discussion plutôt apaisée avec l'ensemble des acteurs, de l'agriculteur au distributeur en passant par les transformateurs. La séquence 2020 a été maintenue, en particulier le débat citoyen, en visio certes, mais les résultats ont satisfait les organisateurs, au-delà même de leurs espérances. « L'esprit, explique le président, c'est



le collectif et le collaboratif entre des gens qui ont des idées. Alors écoutons, et synthétisons ».

Toutes les idées sont bonnes à entendre, surtout celles qui tendent vers un avenir plus équitable. « Il faut ramener la recherche et l'innovation au profit d'un futur meilleur. Pour être plus propres et plus économiques en eau et en intrants. Un jour, peut-être, verra-t-on des serres intelligentes aux US ».

Si l'idée de l'Open Agrifood est de mettre de l'intelligence collective dans la filière, alors supprimons les emballages qui ne sont que marketing, et acceptons de nous en tenir aux seuls besoins sanitaires. Ces phrases, entendues dans les débats, font dire aux organisateurs combien « le bon sens les a bluffés ».

« D'un débat scientifique, on a évolué vers un débat politique. Les acteurs politiques doivent partager et se mouiller pour être meilleurs », insistaient certains. Ce qui n'a pas dû échapper aux deux ministres présents : Marc Fesneau, chargé de la participation citoyenne et Julien de Normandie de l'agriculture.

S.d-L



L'ACTU DU DÉPARTEMENT



ATTRACTIVITÉ



Jobpack : Allié d'attractivité

Lancée en janvier 2018 au LAB'O, la start-up propose divers outils pour faciliter l'accompagnement de candidats dans leur prise de décision puis dans leur installation sur le Loiret. Une plateforme numérique les met en relation avec des 'agents de soutien': les welcomeurs.

Le concept Jobpack est un outil informatique et un concept marketing développé pour renforcer la marque employeur d'une part, garante du recrutement de nouveaux talents, et pour faciliter la mobilité de ces derniers d'autre part. Concrètement, comment cela se passe-t-il ? Une société offre un poste à un collaborateur ou bien celui-ci se voit offrir une mobilité interne sur une nouvelle région. L'employeur réquisitionne Jobpack pour attirer ce sujet sur son territoire. Le collaborateur reçoit alors un coffret Welcome avec des codes d'accès pour découvrir l'espace en ligne au sein duquel il peut choisir le welcomeur qui correspond le mieux à son profil. Dès le premier contact établi, le stress retombe, comme l'explique Isabelle de Bussac, la fondatrice de Jobpack: « Engager une mobilité, c'est aborder un changement de vie qui peut-être difficile. Le fait que l'employeur facilite la tâche de son nouveau collaborateur en soignant son accueil est un gage de confiance ». Pour certains, la manœuvre s'est révélée être un élément de distinction vis-à-vis d'autres postes en compétition et le tapis rouge s'est déroulé jusqu'à Orléans, au détriment de Nantes ou Bordeaux. À noter que deux autres packs existent : le Welcome+ qui comprend des cadeaux (spécialités locales, entrées pour Chambord...) et le Welcome Pro grâce auquel le candidat peut faire appel à un welcomeur pro en charge des tâches administratives et des visites de biens immobiliers sur place.

Près de 28 welcomeurs sont à la disposition des familles pour répondre à leurs questions. Eux-mêmes ayant fait l'expérience de venir s'installer à Orléans, ils peuvent témoigner des freins et des coups de pouce qu'ils ont rencontrés. Trois critères en particulier retiennent l'attention des candidats lorsqu'ils choisissent leur contact-éclaireur : la tranche d'âge, le nombre d'enfants et la géolocalisation. « Ils vont vers ce qui compte le plus pour eux, qu'il s'agisse de la famille, du rythme de vie ou du moment de leur vie. Parfois, c'est un détail que l'on imagine mineur qui fait la différence » précise Isabelle, comme ce volleyeur



Engager une mobilité, c'est aborder un changement de vie qui peut-être difficile. Le fait que l'employeur facilite la tâche de son nouveau collaborateur en soignant son accueil est un gage de confiance

qui a sélectionné sa welcomeuse grâce au mot-clé volleyball noté dans la rubrique sport. Il a ainsi pu s'assurer d'avoir les bonnes informations pour continuer à jouer sur Orléans.

Testé sur Orléans, Jobpack couvre aujourd'hui un territoire plus large que l'Agglomération, englobant Pithiviers et Meung-sur-Loire dans son champ d'action, après la distribution de 140 packs d'accompagnement depuis sa création. Elle est reconnue comme experte en mobilité par Action Logement, qui accorde au salarié, sous réserve de certains critères, une subvention

Mobili-Pass afin de financer certains frais liés à son déménagement. Plébiscité par des sociétés telles que Servier, Shiseido, Delpharm, In Extenso, Groupama, Le Crédit Agricole ou le BRGM, Jobpack s'est fait remarquer positivement au-delà de sa zone géographique. L'Agence d'Attractivité de Loir-et-Cher a choisi de déployer le service Jobpack, « un formidable levier pour susciter l'envie de sauter le pas » au mois d'octobre sur son territoire. La ville de Dreux devrait prendre le relais en janvier, puis Beauvais, Chartres... Un rayonnement glané via le SIIVIM, le Sommet International de l'Innovation des Villes Médianes à Nevers

auquel Jobpack s'est rendu cet automne.

Aussi, l'entreprise déploiera sur le Loiret à partir de décembre 2020 son cousin Docpack pour mieux accueillir les médecins et aider leurs familles dans leur installation. Nombre d'entre eux sont notamment attirés dans le coin par Oréliance. Opérationnel au premier trimestre 2021, ce nouvel outil démontre d'une volonté de promouvoir un territoire à travers l'épanouissement de ceux qui s'y projettent. « On ne vend pas qu'un cabinet, on vend aussi un lieu où il est question de bien-vivre » conclut Isabelle.

USO et BMW Dupont SA : un partenariat sous le signe du partage de valeurs





Partenaire depuis près de 35 ans de l'Union sportive Orléans Loiret football, le concessionnaire automobiles BMW Dupont SA est de tous les matchs. Logique quand on sait que son directeur général, Lionel Nys, voit de nombreuses similitudes entre le management d'une entreprise et celui d'un club de sport. Rencontre...

En 1986, alors que l'Union sportive Orléans Loiret football (USO) est en ligue 2, la société BMW Dupont SA, concessionnaire automobiles et de motos BMW, devient partenaire du club de foot. « Depuis, nous sommes restés un des partenaires majeurs du club », raconte Lionel Nys, le directeur général de BMW Dupont SA.

Pourquoi le football ? De Tours à Orléans, d'Orléans à Montargis, Dupont SA vend 2 000 véhicules par an. « Qui achète une BMW et une MINI neuve ou d'occasion aujourd'hui ? Un peu tout le monde. On s'adresse à tous, à des gens qu'e l'on va notamment retrouver dans les tribunes des stades. Le foot est le sport qui fédère le plus. »

Un soutien qui ne passe pas inaperçu: « notre présence aux côtés de l'USO, depuis toutes ces années, est remarquée par le public. Le rapprochement de notre image et de celle du club est importante sur notre zone de chalandise.»

Comme l'USO, BMW Dupont SA aime relever des challenges. Comme l'USO, BMW Dupont SA mesure l'importance de la formation. Comme l'USO, BMW Dupont SA sait faire preuve de dynamisme. « Notre stade à nous, c'est le showroom. C'est là que les valeurs qui nous tiennent à cœur s'expriment pleinement. Elles sont remises en cause à chaque match, à chaque client. On retrouve cette adrénaline à la fois dans le sport et dans notre activité.»

Le réseau des partenaires, une véritable force

Dès le début de son engagement, BMW Dupont SA s'est rapproché du groupe de partenaires qui commençait à s'organiser. « Le club des partenaires est le point de rencontre des PME locales. C'est un lieu sportif, économique, très dynamique... Nous nous voyons toutes les deux semaines, à chaque match à domicile. » Les partenaires du club sont aujourd'hui devenus les parte-











naires de BMW Dupont SA! « Cet engagement autour de l'USO nous rapproche. Nous sommes issus de secteurs d'activités différents. La bureautique, le bâtiment... Il nous arrive de travailler ensemble. Le fait de partager des valeurs avec les partenaires est une véritable force. Nous avons besoin de ça.»

La saison dernière, l'USO a été reléguée en National. Une situa-

tion qui n'a pas remis en cause le soutien de BMW Dupont SA aux côtés de l'équipe : « Ce n'est pas parce que des résultats ne sont pas à l'objectif que l'on va tout remettre en cause. Certes, la saison n'a pas été bonne mais il n'a nullement été question de lâcher le club, de dire que l'on reviendrait plus tard. Nous évoluons avec eux dans un climat de confiance. Avec l'USO, nous avons mis en place un parte-

nariat fort qui s'inscrit dans le temps. Être des mercenaires, ce n'est pas notre façon de faire, ce n'est pas notre philosophie. C'est le lien local qui nous intéresse, la présence dans le temps... Le club a besoin de confiance comme nous avons besoin de celle de nos clients. Cela répond à notre critère de fidélisation. Cette façon de voir les choses nous semble primordial pour un engagement dans le sport. »



L'ACTU RÉGION



DÉVELOPPEMENT **DURABLE**



Parc solaire de Mézières-lez-Cléry : un exemple réussi de transition énergétique, au service des habitants

Après six mois de chantier et une mise en service en mars 2020, Valorem, les élus locaux et quelques partenaires ont coupé, fin septembre, le ruban du nouveau parc photovoltaïque de la commune. Avec ce projet, Valorem confirme son ambition de développer des projets de territoire aux bienfaits environnementaux, économiques et sociaux.

L'ancienne carrière de Mézièreslez-Cléry exploitée jusqu'en 2010 reprend vie et accueille désormais une installation décentralisée de production d'énergie verte. Le parc solaire produira environ 6 400 MWh d'électricité chaque année, soit la consommation annuelle de 850 foyers. Si cette quantité d'électricité était produite par des combustibles fossiles comme le gaz, cela équivaudrait à émettre directement dans l'atmosphère 2 400 tonnes de CO2. Le site bénéficie d'un ensoleillement favorable : le potentiel solaire est estimé à 1 300 kWh/m² sur le plan horizontal. Le parc est équipé de suiveurs solaires, ou trackers, permettant aux panneaux photovoltaïques de suivre la course du soleil tout au long de la journée. Le parc solaire produira de l'électricité pendant 30 ans. Arrivés en fin de vie, les panneaux pourront être remplacés par des modules plus performants ou être démontés puis recyclés. Le site sera alors remis en état.

Un financement participatif local

Pour Valorem, développer un projet de territoire induit l'implication des citoyens, qui s'approprient ainsi cette énergie verte produite localement. C'est pourquoi l'entreprise a proposé aux habitants d'investir dans le chantier : 226 investisseurs du Loiret et des départements limitrophes ont prêté entre 50 et 20 000 euros pour la construction de la centrale solaire. Ce sont ainsi 416000 euros qui ont été réunis. Cette collecte a été marquée par une belle participation locale: 45 % des fonds ont été recueillis dans un rayon de 15 à 20 kilomètres autour de Mézières-lez-Cléry!

Frédéric Lanoë, directeur général de Valorem, témoigne: « Valorem est fière de la réalisation de ce parc de Mézières-lez-Cléry, représentatif de nos engagements auprès des territoires et de leurs habitants. Ceux-ci sont au cœur de l'ADN de Valorem: valorisation de sites délaissés; financement citoyen; clauses d'insertion... » En effet, comme pour tous ses chantiers photovoltaïques depuis 2017, Valorem a mis en place une clause d'insertion, au



Le parc photovoltaïque de Mézières-lez-Cléry produira la consommation annuelle de 850 foyers

travers d'une convention signée avec la Maison de l'Emploi du bassin d'Orléans. Celle-ci impose aux entreprises intervenant sur le chantier de réserver des heures de travail à des personnes éloignées de l'emploi. Recrutées localement, huit personnes ont ainsi pris en charge l'assemblage des panneaux photovoltaïques, l'entretien de la base vie, l'installation de la clôture autour du site ou encore son gardiennage.

F C

* Ardon, Cléry-Saint-André, Jouy-Le-Potier, Mareau-aux-Prés, Olivet, Saint-Hilaire-Saint-Mesmin



L'ACTU RÉGION



DÉVELOPPEMENT **DURABLE**



Méthanisation en Centre-Val de Loire : nouvel appel à projets

Lutter contre le changement climatique implique des changements en profondeur de la société et de nos modes de consommation. Un des enjeux principaux réside dans la réduction de nos besoins énergétiques et la production d'énergie renouvelable. La méthanisation constitue une réponse à ces enjeux, mais également à ceux liés à la valorisation des déchets organiques, dans une logique d'économie circulaire. Un appel à projets vient d'être lancé en région Centre-Val de Loire.

En valorisant les biodéchets et les déchets organiques, la méthanisation permet de produire du digestat réutilisable ainsi que du biogaz 100% renouvelable qui contribue à l'autonomie énergétique des territoires. Ainsi, l'ADEME Centre-Val de Loire, la Région Centre-Val de Loire et Bpifrance unissent leurs ressources pour soutenir de nouveaux projets de méthanisation en Centre-Val de Loire.

Cet appel à projets Méthanisation 2021 donne la priorité aux projets de méthanisation alliant production d'énergie renouvelable et réponses aux enjeux environnementaux, en proposant notamment une solution alternative à l'enfouissement et l'incinération des biodéchets et favorisant le développement d'une agriculture durable. Les projets devront réunir performance et rentabilité afin d'être exemplaires et facilement reproductibles. L'intégration de ces projets au sein de leur territoire étant une préoccupation centrale pour leur réussite, une attention toute particulière sera portée à la concertation et l'acceptabilité des projets présentés.

« La méthanisation constitue une source d'énergie renouvelable locale et une alternative efficace à l'enfouissement et à l'incinération des biodéchets, explique Mohamed Amjahdi, directeur régional de l'ADEME Centre-Val de Loire. C'est pourquoi l'ADEME soutient et encourage depuis plusieurs années les porteurs de projets qui souhaitent inscrire ce mode de valorisation dans leur stratégie de transition énergétique et écologique. Nous sommes également très soucieux de la dimension sociale et citoyenne des opérations qui doivent prendre en compte la santé et le bien-être des riverains. L'ADEME a ainsi produit un certain nombre de guides techniques et méthodologiques qui présentent des clés pour assurer l'acceptabilité sociale des projets.»

Les porteurs de projets (agriculteurs, collectivités, entreprises, etc.) sont invités à se pré inscrire jusqu'au 30 novembre 2020 puis à déposer leurs



La méthanisation constitue une source d'énergie renouvelable locale et une alternative efficace à l'enfouissement et à l'incinération des biodéchets.





Centre Val de Loire **bpifrance**







dossiers de candidature avant le 22 janvier 2021 sur le site https://agir-pourlatransition.ademe.fr.

Quatre critères seront examinés pour sélectionner les candidats retenus : la qualité du portage et la robustesse du financement ; la qualité de l'approvisionnement ; la qualité de la valorisation énergétique et du digestat ; la qualité globale de l'opération, en particulier son intégration environnementale et sociale.

L'exemple de Lamotte-Beuvron

À Lamotte-Beuvron, un projet porté par la société coopérative d'intérêt collectif Sologne Agri Méthanisation collecte les effluents de la Fédération française d'équitation, de la ville de Lamotte-Beuvron et de dix exploitations agricoles locales. Les quelque 24 000 tonnes de déchets organiques (effluents d'élevages, fumiers équins et boues de la station d'épuration voisine) récupérées sont transformées en biométhane. Les agriculteurs peuvent épandre le digestat dans leurs champs pour les fertiliser. L'unité de 200 Nm3/s fournit en biogaz l'équivalent de 2800 logements et devrait, à terme, rendre la commune solognote autonome en gaz. Un véritable cercle vertueux!

E.C



BÂTIMENT



Le cri d'alarme des professionnels des travaux publics

La Fédération régionale des travaux publics du Centre-Val de Loire alerte les collectivités locales sur la chute du nombre d'appels d'offres.

« Les perspectives sont très alarmantes », s'inquiète Christian Bodin, le nouveau président de la Fédération régionale des travaux publics du Centre-Val de Loire qui représente 670 entreprises et 10 000 salariés permanents. Alors que l'activité des deux premiers mois de l'année était supérieure de plus de 10 % à celle de 2019, la crise sanitaire a fait chuter de 56 %, en avril, le chiffre d'affaires des entreprises régionales. Il est, depuis, resté en retrait de 6 à 14 % selon les mois, « Nous prévoyons au final un recul de 15 % de l'activité en 2020 et, plus grave encore, nous sommes sans aucune perspective de reprise en début d'année », alerte Christian Bodin.

Un véritable coup de frein pour le secteur

Le secteur des travaux publics dépend à près de 70 % des collectivités locales et marque traditionnellement une pause en période pré-électorale pour mieux se relancer ensuite. Or, le report du second tour des élections municipales s'est traduit par un « coup de frein » de moins 70 % sur les appels d'offres en avril, aggravé par la crise sanitaire. Depuis le second tour de juin, le retard n'a pas été rattrapé et se situe à plus de 30 % d'appels d'offres en moins par rapport à 2019. « Les prévisions pour le début d'année ne sont guère plus favorables, ajoute Christian Bodin, et c'est la raison pour laquelle nous lançons un appel en direction des mairies, conseils départementaux et syndicats intercommunaux afin qu'ils ne confinent pas la relance alors même que les besoins sont là et les moyens financiers disponibles.»

Les raisons de lancer des chantiers de travaux publics ne manquent effectivement pas, comme le révèle une récente étude de la Cellule économique régionale de



Christian Bodin, président de la Fédération régionale des travaux publics du Centre-Val de Loire.

minée et demanderait, au rythme actuel, 340 années pour être entièrement renouvelé. Ce qui est trop lent si l'on considère que la durée de vie conseillée d'une canalisation est de 70 ans », précise-t-il. « Ces investissements sont utiles et sont un moyen de répondre concrètement aux enjeux de la transition écologique et énergétique des territoires, conclut Christian Bodin. Ils sont également nécessaires pour préserver la valeur de notre patrimoine collectif ainsi que pour la survie de nos entreprises. Il est donc fondamental que les collectivités locales redonnent l'impulsion nécessaire à une filière qui fait travailler directement près de 12 000 personnes en région Centre-Val de Loire ».

E.C

Il est donc fondamental que les collectivités locales redonnent l'impulsion nécessaire à une filière qui fait travailler directement près de 12 000 personnes en région Centre-Val de Loire

la construction (CERC). Cette instance réunissant les services spécialisés de l'État et les professionnels des travaux publics a livré pour la première fois une étude sur l'état des infrastructures en Centre-Val de Loire. « Il ressort de cette analyse qu'il est nécessaire de mener des travaux d'entretien ou de rénovation sur 42 % du réseau des routes départementales et métropolitaines », indique François Huret, le président de la CERC. Autre exemple, « le réseau d'eau potable, vieillissant, perd 19 % de l'eau ache-





ÉCONOMIE



Priorité aux relocalisations pour Dev'Up en 2021

L'agence régionale de développement économique Dev'Up a établi sa feuille de route pour 2021 autour de la relocalisation de productions industrielles et de l'accompagnement des transitions écologique et numérique.

Accompagner les entreprises du Centre-Val de Loire dans leurs projets de relocalisation et les aider à accélérer leur transition numérique et écologique, telles sont les priorités 2021 que s'est fixé Dev'Up. L'agence de développement économique régionale a tenu son assemblée générale, en visioconférence, le 16 novembre dernier pour, à la fois, établir son bilan et fixer les nouvelles orientations pour l'année à venir.

Côté bilan, François Bonneau, président de Dev'Up et de la région Centre-Val de Loire, se félicite de recevoir « beaucoup de témoignages de satisfaction de la part des élus sur les actions conduites par l'agence depuis 4 ans ». Le bilan chiffré fait état, quant à lui, de 1 052 projets accompagnés et de 119 implantations réussies, entre autres données (lire ci-dessous).

La pharmacie et l'automobile candidates aux relocalisations

Tirant les leçons des situations de pénurie de certaines matières premières et biens de consommation pendant la crise sanitaire, Dev'Up souhaite donc aider les entreprises régionales engagées dans des processus de relocalisation d'activités ou de productions. Jean-Louis Garcia, directeur général de Dev'Up, a précisé qu'une vingtaine d'entreprises seraient dans ce cas en particulier pour les équipements médicaux en Touraine et la fabrication de principes actifs pour la pharmacie dans le Loiret. Des industriels de l'automobile porteraient également des projets de réintégration de fabrication de circuits imprimés actuellement réalisés à l'étranger. Le cas de la Laiterie de Saint-Denis de l'Hôtel et de son futur extracteur de protéines végétales est aussi cité en exemple.

Calcul haute performance et cybersécurité

Une autre importante priorité 2021 de Dev'Up portera sur l'accélération de la transition écologique, énergétique et numérique. Sur le volet écologique, un nouveau pôle de soutien va être créé avec l'Agence régionale de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et une étude sera lancée afin de recenser les acteurs et les initiatives régionales.



Des projets de relocalisation de production sont portés par l'industrie du médicament en Centre-Val de Loire.

Nous avons reçu beaucoup de témoignages de satisfaction sur l'activité de Dev'Up depuis 4 ans

François Bonneau

Sur le volet numérique, un projet portant le label E-DIH (Européen Digital Innovation Hub) va fédérer plusieurs acteurs économiques. Un consortium réunissant des entreprises de la cosmétique, de la santé, de l'environnement et de l'agroalimentaire a été constitué dans le but de les aider à aborder leur transition numérique, via trois technologies clé : l'intelligence artificielle, le calcul haute performance et la cybersécurité.

La marque © du Centre

Autre projet de 2021 : la création d'une plateforme d'observation économique régionale qui centralisera les données du Centre-Val de Loire à l'intention des acteurs économiques. Ils y trouveront tous les éléments de conjoncture et de démographie, ainsi que les analyses du tissu économique régional et ses spécificités.

Enfin, l'année 2021 verra le déploiement de la marque alimentaire © du Centre dont la signature devrait évoluer. L'obtention de ce label collectif obéira à trois critères principaux : la provenance régionale, la composition du produit et le res-

pect de l'environnement. L'apposition du logo © du Centre identifiera les produits cultivés, préparés ou transformés en Centre-Val de Loire de façon à les valoriser auprès des consommateurs.

B. G



Les chiffres clés de Dev'Up

- Date de création : 1er janvier 2017
- 1 052 projets accompagnés par Dev'Up et Loiret&Orléans Eco
- 1 638 entreprises innovantes suivies dans la plateforme digitale Dev'Up
- 1 300 participations d'entreprises régionales à des actions collectives export
- 119 implantations accompagnées en Centre-Val de Loire
- 400 membres du réseau régional des développeurs économiques
- 6 antennes départementales
- 47 salariés



CONJONCTURE



Le baromètre de la conjoncture régionale bloqué sur le temps incertain

En croisant les analyses régionales de l'INSEE, de la Banque de France et d'autres organismes, le retour à un meilleur niveau d'activité économique reste encore incertain et lointain.

L'aiguille du baromètre des prévisionnistes est sortie de la zone «tempête » et tremble sur le secteur « variable ». Elle ne se dirige en tout cas pas vers la zone de « beau temps ». Le mauvais temps et les dépressions, tant économiques que morales, se sont accumulés depuis le début de l'année comme de gros cumulo-nimbus qui annoncent l'orage. Après le confinement brutal et total du printemps, le reconfinement, plus limité, de novembre a mis un coup de frein à la reprise qui s'amorçait avec les beaux jours.

« Un fléchissement de l'activité est attendu en novembre, mais de façon plus différenciée et plus limitée que lors du premier confinement », indique l'INSEE de la région Centre-Val de Loire dans sa note de conjoncture de début novembre.

Carnets de commandes en recul

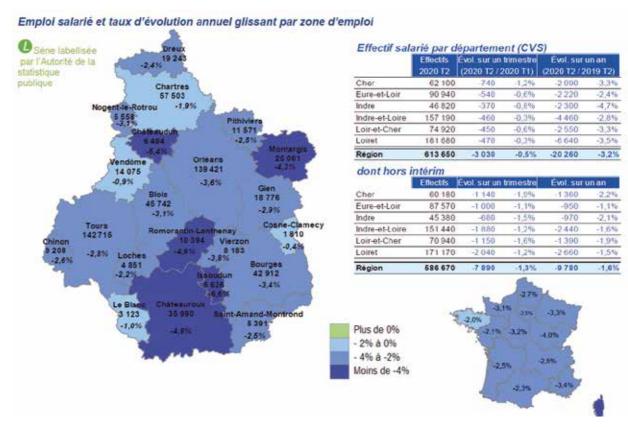
S'appuyant sur l'enquête que réalise la Banque de France chaque mois auprès des entreprises afin de recueillir leurs chiffres d'activité et leurs prévisions, l'INSEE observe que « la situation des carnets de commandes est toujours jugée dégradée par rapport à la période d'avant-crise. Les chefs d'entreprise restent également très prudents quant aux perspectives d'activité dans les prochaines semaines, et apparaissent de plus en plus hésitants à donner des prévisions au regard des incertitudes entourant la situation sanitaire. » Cette observation reste valable quel que soit le secteur d'activité.

La dégradation de l'activité économique, qui est inférieure de 5,3% fin août à celle de l'année précédente, s'est traduite par une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Sur un an, l'emploi salarié est en net retrait de manière plus accentuée dans la région qu'au niveau national (respectivement - 2,8 % et - 2,3 %).

19 400 emplois perdus au premier trimestre

L'URSSAF du Centre-Val de Loire chiffre précisément la perte d'emplois du secteur privé à 3 000 postes fin juin, qui s'ajoutent aux 19 400 perdus au premier trimestre.

« L'hôtellerie-restauration est le secteur le plus affecté et revient à son niveau d'emploi d'il y a 4 ans.



L'emploi salarié en chute libre. Évolution de l'emploi salarié en région Centre-Val de Loire à la fin du deuxième trimestre 2020.

Au quatrième trimestre, les incertitudes quant à la résurgence de l'épidémie conduiraient à un essoufflement de la reprise

Les sports, arts et spectacles sont également très durement touchés tandis que la construction résiste », commente l'organisme de recouvrement des cotisations sociales.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics, qui avait pourtant démarré l'année en beauté, a été stoppé dans son élan par le premier confinement et s'inquiète de l'absence d'appels d'offres des collectivités locales (lire par ailleurs).

Corollaire du marasme économique, la création d'entreprises marque aussi le pas avec un recul de près de 18 % au deuxième trimestre.

Un meilleur PIB en 2022

Dans un tel contexte, difficile d'établir des prévisions fiables pour les semaines et les mois à venir. L'INSEE estime toutefois qu' « au quatrième trimestre, les incertitudes quant à la résurgence de l'épidémie conduiraient à un essoufflement de la reprise. Les secteurs les plus touchés par la crise pourraient voir leur activité se dégrader du fait des mesures de restrictions, et la consommation pourrait fléchir. En fin d'année, après un vif rebond au troisième trimestre (+ 16 % par rapport au deuxième), le PIB français resterait stable, 5 % environ en dessous de son niveau d'avant-crise. Sur l'année 2020, il se contracterait d'environ 9 % ».

Les économistes s'accordent à estimer que le rattrapage des points de PIB perdus sera difficile et lent à réaliser. Différents scénarios sont élaborés sur la base d'un rebond en sortie de deuxième confinement, mais qui serait pénalisé par le décrochage de l'emploi et la persistance de certaines résistances. Il est fort probable que les effets de la crise sanitaire se fassent sentir pendant encore de longs mois. Dans ce contexte troublé, le retour à un niveau de PIB d'avant crise ne pourrait être espéré qu'en 2022. À moins que l'aiguille du baromètre ne se bloque définitivement sur « beau fixe ».

B.G

Enedis: après une crise inédite, cap sur 2025

C'est l'un des acteurs dont l'action est essentielle au quotidien et qui a été mobilisé tout au long de la crise : Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en France, se tourne dès maintenant vers l'avenir après un bilan tiré du premier confinement.

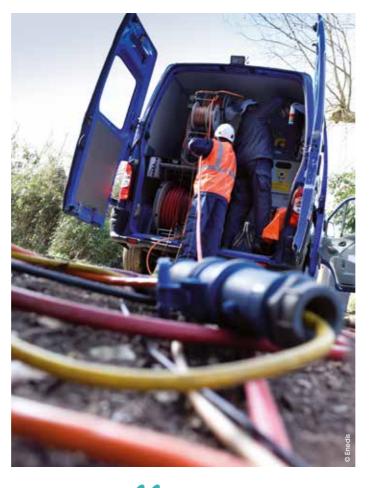




Eric Beaujean, directeur régional d'Enedis Centre-Val de Loire.

Si l'entreprise a fait face à des crises climatiques par le passé, elle n'avait jamais connu de période similaire à celle vécue au printemps 2020. « La situation très particulière du confinement nous a obligés à nous adapter », explique Eric Beaujean, directeur régional d'Enedis Centre-Val de Loire, qui se souvient avoir dû réagir avant le premier jour. La société faisant de la santé et de la sécurité de ses collaborateurs une priorité, des mesures sont prises très rapidement : « Au bout d'une semaine, l'ensemble des salariés pouvant exercer à distance était en télétravail, et un protocole sanitaire était en place », relate le directeur régional en précisant que ce protocole a ensuite contribué à la rédaction du protocole dans le secteur de l'énergie au niveau national. Le secret d'une mobilisation aussi rapide? Une anticipation de longue date les équipes disposent alors de masques achetés à l'occasion des précédentes crises, comme celle de la grippe H1N1 -, et des réseaux déjà digitalisés. « Grâce au compteur Linky, nous avons pu mettre en service de nombreuses installations sans faire déplacer de techniciens, et réalisé plus de 77 000 opérations à distance en région Centre-Val de Loire », raconte Eric Beaujean, ajoutant que cela a plus que jamais démontré l'intérêt d'installer des compteurs Linky.

Lorsque le secteur du BTP reprend au mois d'avril, l'entreprise accompagne également la reprise des chantiers en installant les équipements nécessaires, élaborant des plans de sécurité intégrant les nouveaux paramètres imposés par le contexte épidémique. « Finale-



la mise en place d'un « Projet industriel et humain 2020-2025 » co-construit par Enedis avec ses salariés, ses clients et ses partenaires. Pour participer à la relance placée par le gouvernement sous le signe de l'écologie, Enedis s'engage en effet à renforcer ses savoir-faires en matière de développement durable, mais aussi et surtout à continuer d'innover. Trois ambitions jalonnent le chemin sur lequel s'engage la société : poursuivre sur la voie de la transformation digitale, qui selon Eric Beaujean « apporte de la flexibilité et simplifie le quotidien des usagers du réseau », préserver la confiance que lui porte ses clients, mais aussi être un partenaire clé des territoires en leur proposant des solutions adaptées à leurs enjeux. Des axes de travail sur lesquels le gestionnaire du réseau de distribution est déjà en train de plancher, comme on le voit par exemple à Ballan-Miré où un projet de « Smart Lab » a été impulsé en partenariat avec la municipalité, l'entreprise Smartome, le cluster Noveco et Polytech. Objectif selon Eric Beaujean? « Mieux gérer les consommations d'énergie et d'eau, mais aussi la qualité d'air en installant, en complément des compteurs Linky, des capteurs connectés dans les bâtiments communaux et en croisant des informations ». Un projet d'envergure qui devrait constituer un outil d'aide à la prise de décision... Mais témoigne aussi des beaux jours qu'Enedis a devant elle.

La situation très particulière du confinement nous a obligés à nous adapter

ment, grâce à un solide plan de continuité de services, nous avons su nous mettre en ordre de bataille et adapter nos modes de travail », estime le directeur régional, pour qui le bilan reste positif malgré les nombreuses leçons à tirer de la période. Quant aux outils de management et de travail à distance, développés mais encore jamais testés... « On sait désormais ce que l'on peut garder et ce que l'on ne gardera pas », conclut-il.

Questionner les enseignements tirés de la crise

Afin d'être au rendez-vous des mutations qui s'opèrent aujourd'hui et d'anticiper celles de demain, l'entreprise se tourne dès aujourd'hui vers 2025. Objectif affiché? Devenir le service public préféré des Français au service de la transition écologique, à travers





MOBILISATION



À crise sanitaire, mobilisation salutaire

Comme un organisme attaqué par un virus, le monde économique régional réagit pour développer des « anticorps » de résistance à la crise sanitaire. Organisations professionnelles et collectivités locales sont à la manœuvre.

Le mois de novembre aura été particulièrement agité sur le front de la réactivité économique. L'instauration du deuxième confinement, avec la fermeture des activités dites « non-essentielles » a piqué au vif les organisations professionnelles, de commerçants en particulier, mais aussi les instances économiques et politiques. Les collectivités locales notamment, ont souvent été réactives et ont pris des initiatives pour soutenir leurs commerçants, artisans et restaurateurs. Petit tour d'horizon des dispositions et mesures prises en région et dans le Loir-et-Cher, le Loiret et l'Indre-et-Loire.

Fonds Renaissance du Conseil Régional

À l'initiative du Conseil Régional et avec la participation des intercommunalités et de la Banque des Territoires, le fonds Renaissance mobilise plus de 12 Millions d'euros. Il s'adresse aux entreprises de moins de 20 salariés pour le redémarrage de leurs activités et peut couvrir jusqu'à 80 % de l'assiette des dépenses composée des investissements et du besoin en fonds de roulement. Les montants peuvent aller de 5 000 € à 20 000 € sous forme d'avances remboursables sans intérêts ni garanties.

Une aide additionnelle de 20 % peut être obtenue pour les projets en lien avec la transition écologique.

Fonds d'aide post-Covid 19 à Orléans Métropole

Pour soutenir les petites entreprises (restauration, artisanat, tourisme, événementiel, insertion...) reprennent leur activité dans un contexte marqué par la crise sanitaire, Orléans Métropole a créé un fonds d'aide « post COVID-19 », abondé également par le département du Loiret. Le fonds, d'un montant initial de 600 000 €, va être porté à 1 million d'euros. Il s'agit de subventions destinées à répondre aux besoins d'investissement et de trésorerie des entreprises qui ne comptent pas plus de 20 salariés et dont le chiffre d'affaires est de



L'UMIH 45, syndicat des hôteliers, restaurateurs et cafetiers, a organisé, avec la CPME 45 la distribution d'une soupe populaire sur un rond-point d'Orléans le 10 novembre, pour protester contre le classement de leurs activités comme « non-essentielles ».

Les collectivités locales ont souvent été réactives et ont pris des initiatives pour soutenir leurs commerçants, artisans et restaurateurs

moins d'un million d'euros. Les montants des aides en investissement s'élèvent de $500 \in \grave{a}$ 3 $500 \in et$ de $500 \in \grave{a}$ 2 $500 \in et$ trésorerie.

Fonds URGENCÉCO d'Agglopolys à Blois

La communauté d'Agglomération Agglopolys de Blois a voté, le 13 novembre, la création d'un fonds URGENCÉCO pour soutenir les commerçants impactés par la fermeture administrative depuis le 30 octobre. Ce fonds de 300 000 € permettra de verser des subventions pouvant aller jusqu'à 5 000 €. Initiative Loiret-Cher est en charge de la gestion du dispositif pour Agglopolys.

Fonds métropolitain de Tours Métropole

Les premières subventions attribuées dans le cadre du Fonds métropolitain d'aides aux entreprises de Tours Métropole Val de Loire ont été accordées à la mi-novembre. D'un montant total d'1 million d'euros, il a pour objectifs le redémarrage des activités économiques, le maintien et la création d'emplois. Il permet de financer soit des investissements, soit la trésorerie nécessaire pour assurer la continuité des activités dans ce contexte exceptionnel. 317 dossiers ont été déposés par les entreprises en novembre, dont 255 déjà en cours de traitement.

UMIH 45 sur le pied de guerre

Fortement mobilisée pour défendre ses adhérents restaurateurs, hôteliers et cafetiers, l'UMIH 45 a organisé une manifestation spectaculaire le 10 novembre en association avec la CPME 45. Postés sur le rond-point du pont Thinat, les participants ont fait entendre leurs revendications en faveur des activités dites « nonessentielles ». Des restaurateurs ont préparé 30 litres de soupe qui ont ensuite été offerts à l'association Les Mains Tendues pour les distribuer aux sans-abris.

L'ACTU RÉGION



MOBILISATION



« Localdabord » : le portail bouée de sauvetage du commerce régional

Volant au secours des commerçants, artisans et restaurateurs, le Conseil régional a ouvert un portail numérique de promotion du commerce local et des circuits courts.

Seulement 30 % des commercants de proximité disposent d'un site Internet en capacité de permettre la vente en ligne. C'est sur la base de ce constat que le Conseil régional Centre-Val de Loire a ouvert début novembre un portail en ligne baptisé « localdabord ». Cet espace de communication numérique est mis à la disposition des commerçants, artisans, restaurateurs, et agriculteurs qui souhaitent se faire connaître et mettre en avant leurs produits et services. Après avoir rempli un formulaire sur le site, ils sont référencés et apparaissent sur la carte interactive accessible aux consommateurs. Ils peuvent ainsi obtenir de la visibilité et proposer des services comme la vente à emporter.

Achetons local et solidaire

Sous l'affirmation « achetons local et solidaire en Centre-Val de Loire ». le site-portail fonctionne à la manière d'un agrégateur de contenu. En plus de la localisation des commerces, il recense les autres plateformes et places de marché ouvertes dans chaque département à l'initiative des collectivités locales, des instances économiques ou des unions commerciales. En toute logique, la plateforme « produits frais et locaux en Centre-Val de Loire » lancée pendant le premier confinement pour les productions agroalimentaires, y trouve aussi sa place.

« Nous avons choisi de résister au défi du confinement, a déclaré François Bonneau, le président du Conseil régional, en annonçant le lancement de "localdabord". Nous voulons apporter la contribution la plus intense pour sauver le commerce de proximité et l'aider à réussir Noël.»

Deux fois plus de bénéficiaires du chèque numérique

D'importants moyens de communication vont être déployés pour faire connaître l'existence de la plateforme de promotion du commerce régional. La directrice de la communication du Conseil régional,



En cette période de COVID-19, les commerçants et restaurateurs de notre région, déjà fragilisés par le premier confinement, doivent faire face à un nouvel arrêt de leur activité, et les consommateurs ne savent pas toujours où trouver ce qu'ils recherchent en déhors des grandes plateformes internationales de e-commerce.

Localdabord.centre-valdeloire.fr s'adresse à vous

Restaurateurs, commerçants, artisans et agriculteurs qui souhaitez sauvegarder une part d'activité, y compris à distance, et le lien avec les consommateurs proches de vous.





Nous voulons apporter la contribution la plus intense pour sauver le commerce de proximité et l'aider à réussir Noël 35 François Bonneau, préside de la région Centre

Maguelone Hédon, a indiqué que la campagne de communication associerait les médias traditionnels et numériques, et ferait appel à des supports plus inattendus comme les sacs à pain remis par les boulangers à leurs clients.

L'arsenal de moyens au secours des commerçants et artisans comprend également le chèque numérique de 500 € mis à leur disposition pour les aider à créer un site internet ou être référencé sur une place de marché. La Région va doubler le nombre de bénéficiaires en le portant à 2000.

Appel à projets des unions commerciales

Toujours dans le même esprit de soutien au commerce de proximité, le Conseil régional va lancer un appel à projets à l'intention des unions commerciales des six départements de la région. Il s'agit de les aider à organiser des actions et à prendre des initiatives visant à faire privilégier les commerçants et artisans locaux par les consommateurs. Un budget de 500 000 euros a été dédié à cette opération.

Au total, en incluant la campagne de communication et l'élargissement des bénéficiaires du chèque numérique, ce sont trois millions d'euros que le Conseil régional met sur la table en faveur des activités commerciales de proximité.

Harold Huwart, vice-Président de la Région Centre-Val de Loire, délégué au développement économique et maire de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) a livré le témoignage de commerçants ayant retrouvé le sourire après avoir réalisé une première vente en ligne.

B.G





Mobilités, le casse-tête du siècle



Il fallait quatre heures en 1840 pour rallier Tours ou Orléans à Paris. La distance est aujourd'hui couverte en une heure. On aurait pu le faire en 20 minutes avec l'aérotrain... Question de choix politique. Les lois NOTRe et autre MOB, ont donné aux collectivités le soin d'organiser les mobilités. Si toutes ont leur vision de l'aménagement de leur territoire, elles ont aussi toutes la même équation à résoudre : être en lien les unes avec les autres tout en protégeant la planète. La voiture et le camion ont un temps effacé les voies naviaables, le train, et même le tramway. Mais voilà que I'on revient aux fondamentaux. Il faut en plus aller vite, et contenter chacun sans bourse délier. À l'image du mixte énergétique, l'intermodalité s'impose. Il n'y a pas une, mais des solutions. Qu'on se le dise, notre système de transports est une exception française qui nous offre un réseau de très bonne qualité. Alors qui choisit, et en fonction de quels critères?

Philippe Fournié est vice-président de la Région Centre-Val de Loire, en charge des transports et de l'intermodalité: « La mobilité, dit-il, est un triptyque qui intègre l'aménagement du territoire, les services à la population et bien sûr l'environnement, donc les énergies ». Cela comprend le train, les cars et les bus, les tramways, les voies cyclables, mais aussi nouveaux services que sont le covoiturage et l'autopartage.

En région, seize opérateurs de transport assurent 500.000 voyages quotidiens. « Il y a toujours des gens qui râlent et parfois avec raison, admet Philippe Fournié. Mais les cars ne passeront pas éternellement par le même chemin quand ils sont vides ».

Gilles Lefebvre est Directeur territo-



Gilles Lefebvre, directeur territorial

rial Centre-Val de Loire de Transdev, l'opérateur interurbain de référence en Région Centre. « On adapte les parcours et les services régulièrement, dit-il, en fonction des évolutions urbaines et périurbaines. Un nouveau lotissement, un nouveau collège, et c'est le besoin d'une autre ligne. Dix ans plus tard, de nouvelles personnes âgées, c'est un transport à la demande pour aller au marché »...

Il y a trois ans, la loi NOTRe confiait l'organisation des transports interurbains aux régions. 850 véhicules estampillés Rémi (Réseau de mobilité interurbaine), sillonnent la région chaque jour. Ajoutons sous la même marque le TER sur les rails. Le concurrent Keolis assure lui, une grande part des déplacements urbains; bus et trams. Les AOM, Autorités organisatrices de la mobilité (régions, agglomérations et métropoles), touchent pour cela le «versement transport » des entre-

prises. C'est grâce à cette contribution locale que nous nous déplaçons à moindre frais.

Ces mêmes AOM décident donc de la fréquence des horaires et de l'étendue des réseaux. Les experts en transports, en urbanisme et migration des populations, travaillent ensemble sur ce qui ressemble à un casse-tête pour contenter les usagers et ménager les dépenses. Mais il y a aussi des choix politiques. Philippe Fournié le dit : « plus de car ni de trains diesel sur les lignes régulières en 2028 ». Le délégataire donc a huit ans pour adapter son parc de véhicules. «Les opérateurs doivent mettre en musique la volonté politique, résume Gilles Lefebvre, avec les véhicules, les conducteurs et les lignes qui correspondent au cahier des charges ».

Sortons du « train-train » quotidien!

Philippe Fournié est persuadé que ce sont parfois des solutions radicalement différentes qui se dessinent : « S'agissant du train, le mode de transport le plus structurant, il faut créer sur les lignes comme les lignes Tours-Loches et Tours-Chinon un projet collectif. » Sans doute sous la forme d'une société coopérative de transport, qui associerait les entreprises liées au transport, comme le constructeur Socofer à St Pierre-des-Corps, les collectivités et les associations d'usagers. « Réfléchissons ensemble pour apporter de nouvelles réponses ».

Tours-Loches est de ces « lignes de desserte fine du territoire ». Deux aller-retours voyageurs quotidiens sont assurés, plus un car en complément



et un train de fret. C'est évidemment moins de voitures et de camions sur les routes, mais y trouve-t-on notre compte ? Pas certain... Car même remaniées, ces lignes ne verraient pas plus de trains circuler, au vu des normes de sécurité. Il faut donc à minima une remise à niveau, au risque de ne plus y rouler du tout. Les enjeux sont énormes, en campagne comme en ville, en coordination du tram et des cars. Pour quels passagers, à quelle heure et pour quoi faire ? Il faut gérer les heures de pointe, la fréauence et trouver d'autres usages en heure creuse. Pourquoi pas des colis et marchandises légères qui circuleraient en alternance, une sorte de fret de cabotage. Mais en soirée, quid? « La réponse doit être participative », insiste Philippe Fournié.





Les usagers au combat

« Bonne idée », répond le Président de la FNAUT, association régionale des usagers des transports. Jean-François Hogu regrette justement qu'il n'y ait plus de CLAD en Région, ces comités locaux d'animation pour l'organisation du transport. « Les matériels Intercité ont été renouvelés sans concertation, regrette-t-il. Dommage, car ils vont avoir une durée de vie de plus de trente ans ». La FNAUT reste vigilante sur ce que pourraient être les mobilités de demain : « On fait le forcing pour la pérennité des arrêts de bus et de trains, ainsi que le cadencement horaire, poursuit Jean-François Hogu, Cela commence par



Jean-François Hogu, de la FNAUTE

les périodes de vacances scolaires, durant lesquelles certains arrêts sont simplement supprimés. C'est oublier un peu vite les gens qui travaillent ».

Autre combat de la FNAUT, l'unicité des tarifs, autrement dit, un billet unique qui serait valable pour tous les transports, urbains ou ruraux. Mais les systèmes d'émission et de validation dépendent des collectivités organisatrices du transport. « Le transfert des délégations de service public n'a rien changé », regrette J.-François Hogu.

Gilles Lefebvre, Transdev, rappelle pourtant que la région n'a la compétence transport que depuis 2017 avec Rémi. « Elle a harmonisé le système et créé une tarification unique. On y vient, poursuit-il, il faut utiliser des matériels de billettique communs. C'est en cours de déploiement pour l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher et le Loiret ». L'appel d'offre sera prochainement déployé. Mais l'interopérabilité suppose des accords entre les autorités organisatrices, et des choix concordants. Or, toutes les collectivités ne font pas le même choix. Vendôme par exemple, a pris la compétence transport, pas Romorantin.

Peut mieux faire

Il est donc question de cars, de voitures en autopartage avec carte prépayée, de bornes électriques en campagne, de transport à la demande ou « à l'usage ». « Il faut aussi adapter son mode de vie, poursuit Philippe Fournié. Par exemple en organisant des journées de rendez-vous

dans les maisons de santé pluridisciplinaires, pour permettre aux gens de venir avec ces transports concertés ».

Le transport à la demande se développe. « Utile pour les territoires lointains, convient Jean-François Hogu, de la FNAUTE, mais ces services sont trop confidentiels. Le voyageur ne connaît pas les horaires suffisamment à l'avance et ne sait pas quand commander ». Alors pour l'heure, le classique réseau régional REMI fait autorité, avec 420 trains, 550 lignes régulières de car, 1 975 lignes de cars scolaires et 300 000 voyages par jour,

dont 100 000 gratuits. Philippe Fournié milite d'ailleurs pour l'égalité d'accès des territoires ruraux à l'école. « Il y a 4 000 scolaires en plus depuis la gratuité des transports, et en moyenne 800 voyages solo en moins par jour ».

L'infrarégional, prioritaire

Élisabeth Borne, alors ministre des transports, voulait fermer les petites lignes, propriété de l'État comme Tours-Loches. La ligne a finalement été financée à 100 % par la Région Centre pour un montant de 36M€. La Région Centre-Val de Loire est d'ailleurs la seule à avoir signé le protocole avec l'État et la SNCF pour l'amélioration des « petites lignes sur les territoires infrarégionaux » jusqu'en 2027. Pour Chartres-Courtalain, le protocole devait être prochainement signé avec la SNCF pour un investissement partagé. Car cette ligne assure non seulement un trafic voyageurs vers Chartres et les correspondances

vers Paris, mais aussi une part de fret au cœur du marché céréalier de la Beauce. La ligne a aussi un caractère stratégique pour SNCF Réseau, en lui donnant accès à la base travaux de la LGV Atlantique.

Au total 160M€ seront investis sur 5 lignes, simplement pour une mise à niveau. Pour une modernisation, il faudrait plus que doubler la mise!

La mythique ligne Le Blanc-Argent est un exemple de réussite. Le BA, que la Région a entièrement financé, transporte aujourd'hui les lycéens entre Salbris et Romorantin.

Soyons imaginatifs!

Le matériel roulant de demain se dessine, mais n'existe pas encore. Le train à hydrogène que développe Alstom n'est pas encore opérationnel. « On travaille avec des constructeurs locaux, explique Philippe Fournié, pour développer des trains légers à batteries ou à hydrogène, autonomes ou non. C'est là le sujet ». (voir plus loin)

La SNCF prépare elle aussi une mobilité plus vertueuse avec les trains BEMU (Battery Electrical Multiple Unit). L'objectif est de remplacer l'ensemble des moteurs diesel des trains bi-mode par des batteries à grande capacité, qui récupèrent l'énergie au freinage. Ce projet devrait voir les premières circulations commerciales à l'horizon 2023



Transport des villes... et des champs

Charles-Éric Lemaingnen est viceprésident du GART, le Groupement des Autorités Responsables de Transport. Il est aussi adjoint au maire d'Orléans, où se côtoient Keolis dans la métropole, Transdev et RATP Dev pour les connexions extérieures. « On pense mobilité et non plus transport. Une approche globale pour aller d'un point A à un point B en assurant la fluidité et la compatibilité avec l'écologie ». C'est l'autre casse-tête que veut résoudre la loi LOM d'orientation des mobilités.



Charles-Éric Lemaingnen, vice-président du GART.



L'ÉPİCENTRE #010 ■ Décembre 2020





Orléans pose l'équation

« Attention à ne pas augmenter la fracture entre les agglos et le reste du territoire », prévient Charles-Eric Lemaignen. Il faut poursuivre la réflexion. Le domicile-travail ne représente certes que 25 %, mais il structure le transport public pour aller chez le médecin, à l'école ou à la salle de sport... Dans tous les cas, le prix reste inférieur à la voiture, et le bilan carbone meilleur.

Le transport gratuit ? C'est évidemment une idée séduisante, mais le financement de la mobilité est une équation qui repose pour une part essentielle sur le « VM », ce Versement Mobilité dont s'acquittent les entreprises du territoire. C'est 47 % du budget du transport public. 33 % sont financés par la collectivité, 3 % par l'État et 17 % par les recettes des

voyageurs.

« On a d'ailleurs vu les effets de la pandémie sur ce fragile équilibre, observe Charles-Éric Lemaignen. La peur d'utiliser les transports collectifs a généré une diminution de 50 % de la fréquentation, et le retour à la voiture et au vélo ». Où l'on a aussi vu qu'avec la pandémie, le modèle économique ne tenait plus. En effet, le chômage partiel est exonéré de charges et donc de versement mobilité. 18 % du coût du transport public se sont ainsi évaporés.

« Alors quand on parle de dizaines de millions de recettes à compenser par la collectivité, on ne s'interroge pas beaucoup, convient C.E Lemaignen. Quoi qu'il en soit, poursuit-il, toutes les enquêtes montrent que le prix du bil-



let compte moins que la fréquence, la qualité et les horaires de liaison ».

Pas question pour autant d'exclure la voiture comme le voudrait le collectif cycliste Vélorution. Car 35 % des habitants de la métropole orléanaise ne travaillent pas dans la commune où ils habitent. « Il faut par contre arrêter d'avoir 1,2 passagers dans les voitures». Question de courage politique pour modifier l'espace public. « Les pistes cyclables ne doivent pas non plus gêner les voies et les embouteiller. D'autant que la part modale du vélo est passée de 3% en 2018 à 5,5% aujourd'hui. On sait qu'il faudra réduire la part modale des voitures ». Mais comment ? Peut-être en développant le télétravail, ou en rapprochant l'entreprise de l'habitat.

Blois, tarification solidaire

Christophe Degruelle, est président d'Agglopolys depuis 2008. L'agglomération blaisoise se pose les mêmes questions. « Il ne faut pas opposer le piéton, la patinette, le train et l'auto, insiste-t-il. Car dans une même journée, on peut être tout cela à la fois ». Agglopolys réfléchit aux interfaces, les lieux où l'on change de mobilité. Les aires de covoiturage, en fonction des flux routiers identifiés, comme la salle du Jeu de Paume ou le Parc des expositions.

« On est beaucoup plus dans le surmesure, poursuit le président. Notre DSP de réseau évolue sans cesse ». En témoigne Resago, le transport à la demande qui prend de plus en plus



Christophe Degruelle, président d'Agglopolys.

de place. Pour aller de chez soi vers le centre-ville. Le Système de substitution est payant, mais connaît un vrai succès.

Le budget annuel de l'agglo pour le transport est de 10M€. 1M€ provient des utilisateurs eux-mêmes. Trouver le bon équilibre entre l'usager, le client et le contribuable, c'est l'art de la gestion publique. « Nous pratiquons une gratuité ciblée et non-globale, poursuit Christophe Degruelle. Notre stratégie consiste à établir une "tarification solidaire", gratuité pour les étudiants et les scolaires, chômeurs, bénéficiaires du RSA... Résultat +37 % d'utilisateurs ». Depuis cinq ans, une

navette électrique de centre-ville est gratuite. Le message est fort. Reste le débat de la transition énergétique. Gaz ou hydrogène, l'agglo n'a pas tranché. Quant au vélo, depuis huit ans, une subvention est accordée pour l'achat d'un vélo à assistance électrique. 4 000 subventions ont déjà été accordées.

« Le combat de demain, c'est l'autosolisme », convient le président. La demande de pistes cyclables sécurisées en couronne périurbaine explose, comme les aires de covoiturage pour organiser les déplacements de façon plus collective.

En Touraine, bannir l'autosolisme

Christophe Boulanger ne dit pas autre chose. Le président du syndicat des mobilités de Touraine (un peu plus que les 22 communes de la métropole) insiste : « Mettre la voiture à l'index : non, mais l'autosolisme oui. Il faut travailler la complémentarité des transports comme l'Auto-pouce ou le covoiturage ». Certains territoires autorisent les voies de bus à l'autopartage, construisent des plateformes pour le covoiturage et des parkings relais. « Il faut voir où la voiture est pertinente et où elle ne l'est pas ». Cela vaut pour la politique de stationnement, supprimer certaines places au profit des voies cyclable ou bus, optimiser le taux de remplissage des parkings sous-terrain, trop peu utilisés et pourtant construits avec les deniers publics.



Les Parking-relais sont une solution pour les grandes villes. En limite des lieux où « ça bouchonne », au tarif attrayant et à vue immédiate d'une station de transport public majeur. Tours doit financer sa seconde ligne de tram qui entrera en service en 2025. « On mise sur le tram, car la voiture nous mène dans l'impasse, reconnaît Christophe Boulanger. Les coûts directs et indirects qu'elle génère (voirie, immobilisation de l'espace public, santé publique...), sont trop lourds. Il faut redessiner la ville avec des transports propres ».

Pour les 28 lignes de bus tourangeaux, se pose justement la question de l'énergie. « On a fait le choix des gaz naturels de ville ». Trente bus ont été commandés sur trois ans.

Tours n'échappe pas à la croissance du trafic cyclable. Au bénéfice de la pandémie, trente voies transitoires devraient être pérennisées. Le pont Wilson a été fermé à la circulation routière, pour une augmentation de 15% de la pratique cyclable. Un schéma cyclable performant, de type voies express est déjà inscrit au budget 2021.

Carburants alternatifs : GNV et BioGNV pour une mobilité propre !



Contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air, participer à la réduction de la pollution sonore dans les villes, lutter contre le réchauffement climatique : autant de défis que le secteur du transport doit, dès à présent, relever.

Parmi les leviers permettant de répondre à ces enjeux, le remplacement du diesel par un carburant plus propre tel que le GNV (Gaz Naturel Véhicule) et sa version 100 % renouvelable, le BioGNV! Acteur de référence de l'énergie gaz, GRDF, principal gestionnaire du réseau de distribution de gaz, vous présente les atouts du GNV et BioGNV, un carburant classé Crit'Air 1 et qui coche toutes les cases de la mobilité propre.

GNV et BioGNV: les atouts d'un carburant de plus en plus plébiscité

Un carburant économique

Avec un coût du kg en moyenne 20 % inférieur à celui du diesel et un niveau de fiscalité abaissé, rouler au gaz vous permet de faire des économies au quotidien et participe à l'amortissement de vos achats de véhicules.

Une empreinte écologique réduite

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le BioGNV, produit localement à partir des déchets d'origine agricole, industrielle ou ménagère, permet de réduire de 80 % les émissions de CO2 par rapport à un véhicule diesel de même génération. De plus, rouler au gaz améliore directement la qualité de l'air de nos territoires grâce à une réduction significative des émissions de polluants locaux. Tous les véhicules gaz sont ainsi classés catégorie 1 pour les vignettes Crit'Air.

Une technologie mature

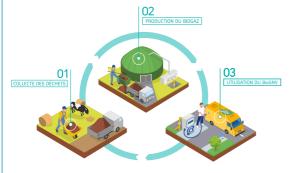
Avec 20 ans d'expérience, la filière des véhicules au gaz est mature, lui garantissant une fiabilité inégalée parmi les carburants alternatifs. De plus, le changement de flotte au gaz n'engendre pas un changement de process et l'autonomie des véhicules reste inchangée. Avec 1 kg de GNV, on parcourt la même distance qu'avec 1 litre de diesel.

20 % moins cher qu'un litre de diesel

Le BioGNV émet
- 80 % de CO2
par rapport au diesel

Autonomie identique
1 kg de GNV
= 1 litre de diesel

Le cercle vertueux du BioGNV



En région Centre-Val de Loire, le biométhane est déjà une réalité avec près de 15 unités de méthanisation en service et une centaine de projets en développement. En faisant le choix de la mobilité au GNV/BioGNV, les parties-prenantes favorisent la production locale de gaz vert au profit de la transition énergétique et de l'économie du territoire.

Aujourd'hui en France, nous produisons suffisamment de biométhane pour couvrir l'ensemble des consommations des véhicules roulant au gaz.

Convaincues par les atouts du BioGNV, de plus en plus d'entreprises équipent leurs flottes de véhicules au gaz à l'instar de Carrefour qui compte déjà plus de **450 camions de livraison BioGNV**.



Vous avez une question? Un projet?

Vous informer, c'est notre métier ! Contactez Anne Lheureux, Déléguée Territoriale GRDF du Loiret au 06 43 85 38 26





Les entreprises partenaires

Pour la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux, qui emploie près de mille salariés, Damien Hennequart est chargé des relations économiques locales. « On travaille à la rédaction d'un vrai PDE, plan de déplacement entreprise, avec notre filiale mobilité Izivia. On a déjà des navettes et des bus matin, midi et soir, pour les salariés et nos entreprises sous-traitantes ». Organisées en huit lignes, au départ de Vineuil, Blois ou Beaugency, le service est proposé moyennant 11€/mois, et gratuit pour les alternants et stagiaires. Près de 150 personnes l'empruntent quotidiennement.

L'entreprise utilise logiquement une

quarantaine de voitures électriques, et a installé sur ses parkings 54 bornes de recharge. EDF veut être, sur l'ensemble de ses sites, le champion de la mobilité électrique.

Entre 2022 et 2025, les arrêts de tranches décennaux, durant lesquels se mobilisent tous les corps de métiers pour l'entretien, on attend jusqu'à 2 700 véhicules jour! « On va construire des parkings supplémentaires pour les accueillir assure Damien Hennequart, mais le mieux est encore le transport adapté à la demande, auquel nous travaillons ».

La France à tir d'ailes

À l'est d'Orléans, se trouve l'aéroport de St-Denis de l'Hôtel. Créée en 1974, la plateforme aéronautique est devenue un outil de développement économique. C'est un syndicat mixte qui le gère, fédérant la métropole, la CCI, le Département et l'Association des Entreprises du Loiret.

En 2004, l'aérodrome devient un aéroport. Il accueille ainsi les vols en provenance des pays hors de l'espace Schengen comme la Russie, la Suisse et l'Angleterre. Orléans devient un rival légitime d'autres installations aéroportuaires, comme Tours, mais sur un créneau différent. « Il n'y a pas de compétition entre les aéroports », corrige Jean-François Vassal, le directeur de St Denis de l'Hôtel. Tours a choisi d'accueillir des compagnies low-cost: 180 000 passagers annuels, sept destinations dont Porto, Marrakech ou Dublin.



Ce n'est pas le cas d'Orléans qui privilégie les avions privés d'entreprises internationales. Une dizaine y ont leur avion. Mars, Dior, John Deere ou Hutchinson totalisent près de 40MD€ de chiffre d'affaires et sont les premières utilisatrices de ces installations.

Pour elles, l'aéroport met Brest ou

Strasbourg à moins de deux heures d'Orléans.

Flexibilité inégalable, sécurité, pas de nuit d'hôtel, les atouts de l'avion dans l'intermodalité sont nombreux. « Outre le volet commercial, ajoute Jean-François Vassal, on consacre une partie non-négligeable de notre activité au service public, l'évacuation sanitaire, les transferts d'organes, le ravitaillement des hélicoptères du SAMU et la gendarmerie ».

Le maillage aéroportuaire français prévoit de fermer certains aéroports. Mais les obligations de ravitaillement leur imposent de rester ouverts dès lors qu'ils participent au service public. Maillage et aménagement du territoire ? Le COVID va ranimer la discussion.

L'aérodrome du Breuil, à Blois, que gère Florence Fouquet, est dans une optique différente. Avec 23 000 mouvements annuels, dont 15 000 en aéro-club, les vols sont locaux pour 65 % et 35 % interrégionaux.

« Il participe à l'activité économique, dit-elle. Il y a quatorze entreprises sur place, dont une de maintenance d'aéronefs et de jets d'affaire. »

Le fret multimodal, une affaire de bon sens

Près du tiers de la production céréalière de la Région Centre est expédié hors de l'hexagone, 15 % passe par les ports de Rouen et de La Rochelle. Une grande partie des récoltes est réalisée par l'une des plus importantes coopératives céréalières françaises. Axéréal transporte la moitié de son fret par voie ferroviaire, ce qui représente près de 2 000 trains chaque année. Pour se faire une idée, un train de 1 200 tonnes de céréales équivaut à quarante camions sur la route. « On



comprend que le fret ferroviaire soit une évidence pour l'ensemble des entreprises de la filière », explique Bruno Bouvat-Martin, Vice-président d'Axéréal. Le ferroviaire a d'ailleurs toujours été l'axe de logistique privilégié pour les destinations éloignées, la nutrition animale bretonne, l'amidonnerie du Nord ou les malteries d'Anvers.

Combiner pérennité et rentabilité

Dans les années 70, priorité est donnée aux axes à grande vitesse, limitant l'entretien et le développement des lignes régionales. Il ne se construit plus de ligne, mais SNCF Réseau maintient le réseau capillaire, en pensant résilience et prospective. Client majeur de la SNCF, Axéréal fait en sorte d'entretenir de bons rapports avec la compagnie nationale. « On réfléchit

ensemble à la meilleure façon de faire, poursuit Bruno Bouvat-Martin, en priorisant les capillaires dont on est sûr qu'ils permettront une activité pérenne, avec les gravats, le bois et le grain notamment. Il faut combiner pérennité et rentabilité. Résume-t-il. Si l'État ne peut pas investir à tous les coups, il faut que les entreprises comme la nôtre sachent s'impliquer».

Où l'on parle d'une co-construction, que favorise l'Europe en accompagnant les financements public / privé. L'institution a bien compris qu'il fallait impliquer les entreprises privées dans la gouvernance des infrastructures publiques.

Depuis 2015, la co-construction est devenue la règle. Exemple à Montoire-sur-le-Loir, où la remise à niveau de la ligne s'est décidée grâce à l'intervention financière conjointe de la Région Centre, de l'État et de SNCF Réseau. Le Fret ferroviaire doit ensuite trouver sa place au milieu d'un flux voyageurs majoritaire et prioritaire, à l'inverse du Canada ou des États-Unis, où le fret est prioritaire.





Recourir à l'intelligence artificielle

Quand Luc Lallemand, président de SNCF Réseau, demande à Axéréal: « De quoi avez-vous besoin »? La réponse est invariablement « de souplesse, de disponibilité et d'adaptation ». Les aléas climatiques de ces dernières années font fluctuer les besoins de transport. Mais la planification des trains est souvent organisée un an à l'avance. Alors le jour J, si le volume de grains est finalement plus faible que prévu, il faut se réorganiser. Dans ce cas, l'activité est plus problématique et source de surcoûts difficile à supporter « même si, précise Bruno Bouvat-Martin, il faut reconnaître à SNCF Réseau et aux logisticiens comme SNCF Fret, une vraie volonté de résoudre ces difficultés occasion-

D'où le besoin d'aller plus vite vers des schémas innovants. « C'est l'intelligence artificielle qui permettra une gestion plus fine, mais il faut dans le même temps prioriser et massifier ». Si le « wagon isolé » est un casse-tête, le « retour à vide » en est un autre, diminuant la compétitivité du ferroviaire. Impensable de mettre de l'engrais dans un sens et du grain au retour, d'où une vraie réflexion sur les futurs investissements en matériel ferroviaire adapté. D'avis de spécialistes, la logistique française ne s'optimisera



Bruno Bouvat-Martin, Vice-président d'Axéréal.

qu'en affinant la gestion du fret par le numérique. La compétitivité et la performance passeront par le multimodale et le multi-filière, comme le font déjà les Autrichiens en utilisant des conteneurs multifonction ou des wagons modulables « Il faut qu'on investisse et que l'on mène la réflexion sur 5 à 10 ans ».



Ferroutage, pourquoi pas nous?

La décarbonation est une nécessité. La mobilité des seules céréales en France (68 Millions de tonnes) se fait pour 10 % par le ferroviaire, 13 % par voie fluviale, le reste en camion. « Le futur passera à l'évidence par des motorisations électriques avec des générateurs traditionnels, mais utilisant des carburants 100 % renouvelables pour arriver au générateur à hydrogène », observe Bruno Bou-

vat-Martin. Encore faut-il produire ces combustibles à bas coût, et modifier la propulsion des camions, des péniches et des trains. Il faut aussi créer des plateformes multimodales, ce qui permettrait de développer le ferroutage. Les Suisses et les Italiens le font très bien. « Ce sont nos habitudes qui coincent sans doute. D'autres pays européens le font pourtant ».

Mobilité au bord de l'eau

Il y a 7 000 Km de canaux et de fleuves en France, l'un des plus grands réseaux d'Europe. Avant la Première Guerre mondiale, il y avait plus de 10 000 bateaux en France, notamment de 350 tonnes, assez légers pour aller très loin dans les capillaires. Mais le camion est passé par là. Les prix négociés entre deux guerres n'ont jamais changé et le fluvial a perdu de sa compétitivité. De grosses barges de 1 800 voire 3 000 tonnes ont vu le jour pour être plus rentables, mais ne vont plus aussi loin dans les territoires. Ce qui fait dire aux professionnels qu'il faut reconstruire des embarcations

de type Freycinet et lancer des projets comme « *Multirégio* » avec des barges accouplables de 500 tonnes, ce qui permettrait de remonter loin dans les capillaires. Il faut nettoyer certains canaux, car même à 9Km/h, mais 7J/7 et 24h/24, des bateliers nouvelle génération pourraient rentrer chez eux le soir, et pourquoi pas en véhicule électrique! De nouveaux métiers se font jour.

Dossier spécial réalisé par Stéphane De Laage







Quand l'hydrogène se met au vert

À l'initiative de la région Centre-Val de Loire, une filière de l'hydrogène vert se met en place. Elle associe l'État, les collectivités, la recherche et l'industrie pour produire et distribuer de l'hydrogène à partir d'électricité renouvelable.

On se souvient tous, ou presque, de l'expérience d'électrolyse consistant à décomposer l'eau en oxygène et en hydrogène. Expérience simple et efficace sur la paillasse du laboratoire lorsqu'il s'agit de remplir une éprouvette, mais beaucoup plus compliquée et coûteuse pour faire le plein d'un réservoir de voiture. Or, l'hydrogène apparaît comme l'énergie du futur car inépuisable et non-polluante, du moins si, pour la produire, on utilise de l'électricité « propre » issue de l'éolien, du photovoltaique ou de la géothermie. C'est tout l'objet de la filière « hydrogène verte » que la région Centre-Val de Loire entend mettre en place en fédérant les élus, les industriels et les acteurs du secteur, sous les auspices de l'État.

Le premier maillon de la création d'une filière régionale dédiée à l'hydrogène vert a été posé à Orléans le 5 octobre dernier, à l'occasion d'une réunion à l'hôtel de Région.

« Il est essentiel que nous puissions jouer collectif face aux enjeux de ce projet majeur », a déclaré François Bonneau, président du Centre-Val de Loire, en ouvrant la séance qui réunissait élus et décideurs concernés des six départements.

Une dizaine de stations de production et de distribution

L'objectif est de créer une dizaine de stations de production et de distribution d'hydrogène, alimentées par des centrales photovoltaïques ou des fermes éoliennes, sur le territoire régional. Dans un premier temps, elles seront destinées à l'approvisionnement de camions ou de bus dans l'attente d'un développement de l'offre en véhicules particuliers. Deux stations sont déjà en cours de construction, l'une à Sorigny, en Indre-et-Loire, et l'autre à Châteauroux, dans l'Indre, avec une deuxième implantation en projet. Par ailleurs, François Bonneau a rappelé que la Région était engagée avec quatre autres conseils régionaux dans le financement de la construction par Alstom de trains à hydrogène.

Le préfet de région, Pierre Pouëssel, a souligné le fait que les moyens financiers avaient été décuplés avec le plan de relance, les fonds européens. Le projet de Châteauroux, par exemple, est financé à hauteur de 2,4 M€ par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et pour 1,7 M€ par la Région.

Des études approfondies sont conduites, et l'ADEME a lancé un appel à projets comportant notamment la création de stations d'électrolyse de forte puissance. L'hydrogène vert sort du stade de bébé éprouvette.



La filière hydrogène vert a été présentée et lancée au Conseil Régional début octobre.



En suivant la filière régionale de l'hydrogène vert

Hyber à Châteauroux

Deux stations de production d'hydrogène, alimentées par des panneaux photovoltaïques, sont prévues : l'une pour alimenter le dépôt de bus, avec l'acquisition de 6 bus à hydrogène, et l'autre sur le parking routier de l'Escale, au bord de l'A20.

Hy'Touraine à Sorigny

Vaste projet de déploiement de l'hydrogène vert en Indre-et-Loire, Hy'Touraine comprend la création de stations de production à Sorigny et sur le centre routier de l'A10, ainsi que 10 stations de remplissage sur le département.

Réservoir blindé au CEA du Ripault

Le laboratoire du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) du Ripault, près de Tours, met au point un réservoir à hydrogène de 700 bars pour véhicule particulier. Une première européenne.

LAVOISIER à la rescousse

Clin d'œil au célèbre chimiste, le programme LAVOISIER (Laboratoire à VOcation d'Innovation pour la Sécurité et l'Industrialisation des Energies Renouvelables) est dédié aux nouvelles énergies. Il intègre la plateforme AlHyance qui associe le CEA, les Universités, le CNRS et les industriels avec le soutien de la Région à hauteur de 10,2 M€.

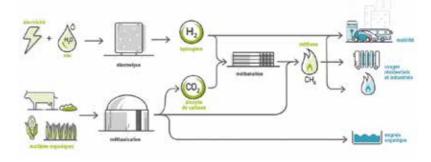
Methycentre en Loir-et-Cher

Installé à Angé, près de Montrichard (Loir-et-Cher), sur le site de stockage souterrain de gaz de Storengy, le démonstrateur Méthycentre associe la méthanisation et l'électrolyse « propre » pour produire à la fois de l'hydrogène et du gaz de chauf-

fage. En cours de construction, le site devrait commencera à produire en 2021.

Le réseau national France Hydrogène

Le réseau France Hydrogène (ex Association Française pour l'Hydrogène et les Piles à Combustible) a pour but d'accélérer le développement de solutions hydrogène au bénéfice de la transition énergétique. La région Centre-Val de Loire est membre de ce groupement.



Le procédé de Methycentre en Loir-et-Cher vise à produire à la fois de l'hydrogène et du gaz naturel..

B.G



ZOOM SUR



La Ville d'Orléans soutient les acteurs de la culture et de l'événementiel

Alors que les salles de spectacles doivent encore attendre une date de réouverture (une annonce devrait être faite le 15 décembre en ce sens), Serge Grouard, Maire d'Orléans et William Chancerelle, Adjoint au Maire chargé de la Culture, de l'événementiel, du tourisme et du jumelage, ont reçu début novembre plusieurs acteurs des secteurs culturels et événementiels de l'Orléanais.

Face à la crise sanitaire qui a particulièrement fragilisé ces deux secteurs d'activités, la Mairie d'Orléans a choisi d'accompagner ces acteurs par des mesures fortes qui visent à leur permettre de poursuivre leur activité et de garder le lien avec leurs publics.

Fonds de soutien de 250 000 euros pour la création artistique

La ville a annoncé une levée de fonds exceptionnelle de soutien à la création, à hauteur de 250 000 euros, répartis comme suit :

- 200 000 € pour les opérateurs culturels du territoire qui travailleront des projets d'accompagnement pour les artistes de l'Orléanais (accueil en résidence de création, accueil en diffusion)
- 50 000 € pour les compagnies, ensembles et artistes indépendants locaux.

Dès le mois de décembre, 24 000 euros sont également versés en complément de la subvention à la Scène Nationale d'Orléans, pour le soutien à des ensembles musicaux du territoire

Maintien total des subventions pour l'année 2021

La Ville a également annoncé la reconduction à l'identique de l'enveloppe des subventions allouées aux associations et acteurs culturels orléanais et la création en complément d'une subvention de billetterie pour les structures labellisées, dès qu'elles pourront reprogrammer en salle afin qu'elles puissent augmenter le nombre de représentations en 2021, pour tenter de compenser un peu les pertes de 2020.

Soutien aux artistes locaux

La mairie d'Orléans se mobilise également avec les établissements culturels d'Orléans pour renforcer l'accueil et l'accompagnement des artistes du territoire. Ensemble, ils ont décidé la mise à disposition gratuite pour les professionnels des établissements disponibles pour le travail de répétition et de création des artistes (Théâtre Gérard Philipe, Salle de l'Institut, MAM), ce qui devrait permettre d'assurer du travail effectif aux intermittents techniques.

Aussi, La Ville lance, dès ce mois de



décembre, des appels à projets pour des créations artistiques (peintures, sculptures, photographies...) à partir du printemps 2021.

Soutien aux professionnels de l'événementiel

En ce qui concerne le secteur de l'événementiel, quasiment à l'arrêt depuis le premier confinement, la Ville s'est engagée au maintien des événements mais toujours dans la limite des contraintes sanitaires.

Elle a aussi décidé par exemple le maintien de la rémunération des personnels embauchés en contrats courts, les vacataires et les intermittents du spectacle, si leurs missions ne peuvent pas être réalisées du fait de la crise.

Soutien aux libraires de proximité

Enfin, la Ville d'Orléans a annoncé une enveloppe de 10 000 € allouée, dès le mois d'octobre, pour des achats auprès des libraires orléanais. Le budget 2021 de la direction de la culture prévoit une augmen-



tation des achats de livres de la Mairie auprès des libraires à hauteur de 20 000 €, soit une hausse de 15% du budget habituel. Et dans le cadre de son plan de soutien aux commerçants orléanais, la Ville intègrera à son site internet les liens vers les sites internet des librairies.



IITTÉRATURE



Cadeaux culturels : la sélection littéraire pour les fêtes de fin d'année !

*Prix public éditeur

Livres



« Comme on dit chez nous » par Mathieu Avanzi (LeRobert) 24,90 euros*

Embarauez dans un tour de France des mots et expressions de nos régions, ces mots bien de chez nous qui chuchotent notre histoire... Un livre bourré d'anecdotes, de cartes, d'illustrations et de citations! Ainsi, il semblerait bien que « qu'est-ce que tu bouines ? » soit une expression de la région qui s'adresse à ceux qui feignassent... Et pourquoi donc ?! Drôle.



« La métamorphose » de Franz Kafka, œuvres originales de Miquel Barcelo (Gallimard) 45 euros*

Cet ouvrage, grand format, mais qui respecte les codes de « la blanche », est une œuvre d'art complète. Déjà la couverture, et les pages, comme maculées des traces de mille doiats... Puis le texte : les mésaventures de Gregor Samsa qui se réveille un matin transformé en un « monstrueux insecte ». Et enfin les illustrations affolantes de Miquel Barcelo. Spectaculaire.



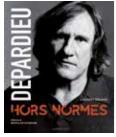
« Pilote de guerre » d'Antoine de Saint-Exupéry, illustré par Bernard Lamotte New-York, 1942 (Gallimard) 32 euros*

Une plongée surhumaine dans le chaos et la violence de l'exode. Vus du ciel, les évènements sont saisissants et prennent toute leur dimension dramatique et absurde. Dans un style qui mêle témoignage de guerre, pensée philosophique et poésie, on voit poindre un homme nouveau. Les dessins crayonnés viennent amplifier le réalisme du texte. Magnifique.



« Les femmes de pouvoir sont dangereuses » de Dominique Gaulme (Flammarion) 29,90 euros*

Hillary Clinton, Angela Merkel, Jeanne d'Arc, Catherine de Médicis, Simone Veil... des femmes puissantes il en existe, et pourtant elles sont toujours aussi rares à des postes décisionnaires. Des textes riches qui tiennent sur une page et une iconographie précieuse vous feront découvrir ces femmes rares, qui tout comme celles qui lisent, seraient danaereuses... Best-seller.



« DEPARDIEU Hors normes » par Laurent Delmas (Larousse) 29,95 euros*

Légende vivante, le comédien illumine par sa seule présence près de 200 films, dont Les valseuses, Le Dernier Métro, Loulou, Astérix... La carrière de Gérard Depardieu, ogre génial du cinéma français, nous est ici retracée dans un parcours photographique et textuel d'une grande qualité. Découvrez les incessantes renaissances du comédien. Phénoménal!



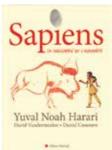
« Vernon Subutex, première partie » de Virginie Despentes, mise en couleur par Luz (Albin Michel) 29,90 euros *

La fusion synesthésique de la musique, du dessin et des mots... Voilà un chef d'œuvre à quatre mains concocté par le duo le plus rock de la littérature dessinée. Un bon gros pavé pour découvrir ce qui taraude Vernon : comment payer son loyer alors qu'Alex Bleach, son pote percuté par le succès, est mort. Une adaptation comme une interprétation. Jubilatoire.



« 1984 de George Orwell » adapté et illustré par Fido Nesti (Grasset) 22 euros*

Une palette très simple et limitée, noir blanc gris rouge, un dessin puissant et envoûtant, nous plongent instantanément dans le roman culte, et ultime, de George Orwell. C'est l'histoire de Winston Smith qui réécrit l'Histoire afin de ne pas contredire le Parti, le tout étant de préserver le règne et les ambitions de Big Brother. Comment garder sa liberté de penser ? Exceptionnel.



« Sapiens la naissance de l'humanité » de Yuval Noah Harari par David Vandermeulen et Daniel Casanave, mise en couleur de Claire Champion (Albin Michel) 22,90 euros*

Le phénomène mondial adapté en BD pour repenser tout ce que nous croyions savoir sur l'histoire de l'humanité. Les illustrateurs racontent avec humour la naissance de l'humanité de l'apparition de Homo Sapiens à la Révolution agricole. Sachant que tous les humains contemporains du monde entier sont des Homo Sapiens, vous lirez... notre histoire!





« La naissance du monde en cent épisodes » par Bertrand Fichou et Florent Grattery (Bayard jeunesse) 19,90 euros*

Le credo de l'auteur est de rendre accessibles des notions complexes avec des mots simples. Et si les parents apprenaient quelque chose en même temps que leurs enfants? Ce livre déroule le fil du temps, 14 milliards d'années en 100 épisodes, une succession de surprises, d'essais ratés, d'inventions à succès, qui sont l'aventure de la vie. À lire à voix haute. Magique.



« Les formidables » par Eve Pourcel, illustré par J Detallante, D Mary, F Rébéna (Bayard jeunesse) 22,90 euros*

Seuls ou avec vous, leurs grands-parents et parents, les enfants découvriront 100 histoires vraies qui font pousser des ailes. Ils sont de partout, enfants femmes et hommes, parlent toutes les langues, tous étonnamment différents. Ils ont en commun d'être admirables, ou juste les héros de leurs vies. Les illustrations sont de vraies œuvres d'art. Formidable!



« Rois et reines de Babel » texte et illustrations de François Place (Gallimard jeunesse) 20 euros*

Un album grand format, de douces pages ivoire, des dessins délicats fourmillant de détails, une histoire mythique inspirée par la Bible... Tous les ingrédients sont là pour captiver petits et grands dans une quête de rencontre, de réflexion et de découverte, de celles qui font grandir et avancer ensemble. Et construire des souvenirs pour longtemps. Grandiose.



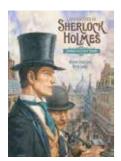
« Le dernier des loups » de Sébastien Perez, illustré par Justine Brax (Albin Michel Jeunesse) 19 euros*

Milo fait face aux habitants de son village. Réalisant que c'est peut-être la dernière fois, il a la peur au ventre. Le jeune archer doit s'aventurer vers des terres inconnues. Lui seul peut affronter le Dernier des Loups. Et si le combat n'était pas celui qu'il imagine ? Un grand album plein d'émotion, une histoire d'apprentissage et de vie, de tendres illustrations... Précieux.

31

____ LITTÉRATURE





« Les enquêtes de Sherlock Holmes, l'hommes à la lèvre tordue » texte de Arthur Conan Doyle, illustrations de Anton Lomaev (Sarbacane) 22 euros*

Dans la collection des « Grands Classiques illustrés », voilà le texte intégral d'une des nouvelles mettant en scène le célèbre détective. Vous suivrez l'histoire en vous régalant d'immenses illustrations pour une plongée dans une histoire étrange. Jugez donc. Un gentleman a disparu. L'homme à la face atrocement défigurée en sait-il plus qu'il en a l'air ? Décapant!



« Voir le monde sans quitter la France » textes C Fion, N Penot, J Tiffon, illustrations de Mélody Denturck (Hachette) 19,90 euros*

48 destinations dépaysantes en France, pour trouver l'exotisme à côté de chez soi, une sélection d'adresses et d'activités pour chaque lieu, un chapitre consacré à Paris, villemonde. Laissez-vous surprendre par toutes ces alternatives au voyage à l'étranger, accessibles sans passeport et surtout sans prendre l'avion. « C'est en France, ça? ». Ludique.



« **Légumes** » par Régis Marcon, photographies de Philippe

photos à croquer, Délicieux,

C'est simple et efficace. Beau aussi. Comme une ode aux richesses et aux vertus des légumes. D'abord on fait les présentations -ça ressemble à quoi, ça vient d'où et de quelle époque- puis on apprend quoi en faire grâce à des recettes précises, bien mises en pages, des plus simples aux plus élaborées. Et pendant tout ce temps on se régale de

Barret (La Martinière) 45 euros*



« Ferrandi, Paris, Légumes » (Flammarion) 29,90 euros*

Un grand cours de cuisine qui met le légume à l'honneur grâce au savoir-faire technique et gourmand d'une école d'exception. Plus de 45 techniques expliquées en plus de 150 gestes en pas à pas. Préparez 80 recettes simples, sophistiquées ou incontournables pour égayer vos repas et régaler votre entourage. Erudit, complet et savoureux!



« Vivre en autonomie, se loger, se nourrir, partager » (Rustica éditions) 59 euros*

Dans un coffret à l'allure nostalgique et ludique, feuilletez comme il vous plaira 3 livres extrêmement complets sur un nouvel art de vivre, pleins de conseils, de recommandations, de fiches explicatives, de photos de gestes, d'exemples, de mises en situation, d'idées pour aller plus loin dans vos recherches ou votre réflexion. Indispensable.



"Douce France, 1er recueil d'initiatives positives 2020-2021 " (Hachette) 24,95 euros*

Enfin des bonnes nouvelles! À cœur vaillant, rien d'impossible! Si vous ressentez idées noires, abattement, insomnie, troubles digestifs, difficultés de penser... un seul remède: lisez ce genre d'almanach bourré d'optimisme, de fantaisie, de bonne humeur, de photos et d'illustrations dans tous les domaines: culture, société, gastronomie, sport... Recommandé!



par Nicolas Guillerat Data Design et John Scheid (Passés composés) 27 euros* L'histoire de Rome, grâce aux nombreuses formes de l'in-

L'histoire de Rome, grace aux nombreuses formes de l'infographie, se voit offrir ici un sublime mode de narration aussi neuf que ludique. L'ouvrage est un très beau catalogue aux pages douces et aux illustrations étonnantes. Le monde romain antique est pensé et raconté par le recours à la datavisualisation. La démarche est originale et rigoureuse. Etonnant.

« Infographie de la Rome Antique »



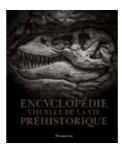
« Cultissimes sneakers » par Tonton Gibs (Larousse) 29,95 euros*

Adidas, Bape, Nike, Diadora, Puma, Saucony, Le coq sportif... sont les marques les plus emblématiques de sneakers. Admirez des pièces rarissimes et laissez « Tonton Gibs » vous guider dans les arcanes du monde des baskets : il va vous conter l'histoire des paires les plus incroyables et vous faire partager sa passion pour les sneakers. Addictif!



« Affaires sensibles » de Fabrice Drouelle (France Inter hors collection) 27 euros*

Le procès de Jacqueline Sauvage, l'assassinat d'Ilan Halimi, le scandale Cahuzac... mais aussi la catastrophe de l'Amoco Cadiz : l'auteur revient sur 25 grandes affaires des années 1950 à nos jours -et qui nous questionnent aujourd'hui encore. Avec l'analyse des faits, retrouvez des témoignages et photos. Le tout avec le ton de la fameuse émission de France Inter. Inimitable!



« Encyclopédie visuelle de la vie préhistorique » (Flammarion) 29,90 euros*

Un livre magnifique pour explorer cette incroyable vie sur terre! De la tectonique des plaques aux premiers organismes vivants jusqu'aux mammifères et aux hommes, cet ouvrage retrace des millions d'années de vie sur terre. Véritable encyclopédie familiale qui rend accessible cette histoire grâce à une iconographie riche et des indicateurs indispensables. Unique!



« **DE GAULLE, inattendu** » (Nouveau Monde éditions) 34,90 euros*

Nombre d'anecdotes et d'épisodes sont ici dévoilés pour la première fois, qui éclairent d'un jour nouveau le fonctionnement du couple Charles/Yvonne, le rapport à Pétain et à la France libre, la traversée du désert, le dossier algérien... Des photos rares et exceptionnelles, et une correspondance bien plus libre qu'on ne l'imaginait s'offrent à vous. Essentiel.



« Le corps des femmes » par Laure Adler (Albin Michel) 35 euros*

Laure Adler, dont nous écoutons le phrasé particulier dans son émission L'heure bleue sur France Inter, est spécialiste de l'histoire des femmes et des féministes au XIXº et au XXº siècle. Dans sa représentation artistique, c'est l'évolution du statut de la femme que ce livre raconte de même que son émancipation sexuelle et politique. Passionnant à lire. Et à regarder.



« Les chemins du sacré » par Frédéric Lenoir (Editions de l'observatoire) 33 euros*

L'auteur est philosophe, sociologue et écrivain. Cet ouvrage est son premier récit de voyage et livre de photographies. Laissez-vous guider dans un grand périple initiatique sur les cinq continents. Vous ferez l'expérience de la nature, de la sagesse, de la marche, de la solitude, de la beauté et rencontrerez des personnalités phares. Remarquable.

250 agents sur le terrain

Secteurs d'intervention : Paris lle-de-France Yonne Région Centre-Val de Loire









Procédure de décontamination de COVID-19 par voie aérienne DSVA

Objectif:

Cette procédure a été créé spécifiquement pour la décontamination bactériologie et virologie, notamment COVID-19 par voie aérienne via un diffuseur (brumisateur), Dans le but d'éliminer le virus sans intervention humaine et d'éviter sa transmission aux personnes ou à l'environnement.

Domaines d'application:

Laboratoires pharmaceutiques et de recherche Industries en agroalimentaire

Chambre d'une maison de retraite

Cabinets médicaux, vétérinaires, dentaires

Crèches et écoles

Logement

Locaux administratifs

Animaleries

Pour toute demande d'information, contactez nous

Tél.: 02 38 51 18 19 — Fax 02 38 66 35 47

contact: diamant45@orange.fr

Diamant nettoyage - ZAC de la Nivelle - 150, rue des Moulins - 45750 Saint-Pryvé-Saint-Mesmin